



**GRASSROOTS
GLOBAL JUSTICE
ALLIANCE**



De la crise à la transformation :



Qu'est-ce que la transition juste ?

une introduction

Auteur·e·s : Kali Akono, Katie Sandwell, Lyda Fernanda Forero & Jaron Browne

Révision : Ben Cunningham

Mise en page et graphisme : Bas Coenegracht en collaboration
avec Design Action Collective

Remerciements : Les auteur·e·s remercient vivement Hamza Hamouchene et Tchenna Maso pour leurs contributions respectives aux sections sur la transition juste en Afrique du Nord et le mouvement brésilien des personnes affectées par les barrages. Ils et elles expriment également leurs gratitudee à Jose Bravo, Zoe Brent, Daniel Chavez, Jennifer Franco, Tom Goldtooth, Hamza Hamouchene, Chloe Henson, Angela Mahecha, Sara Mersha, Karin Nansen, Pietje Vervest, and Cindy Wiesner pour leurs commentaires utiles et perspicaces sur les ébauches de la présente publication, ainsi à tou·te·s celles et ceux qui ont partagé leur sagesse avec nous durant le processus de rédaction. Toute erreur restante relève de la responsabilité des auteur·e·s.

Nous proposons ce document comme une contributions à un écosystème plus large des cadres et articulations de la Transition Juste. Particulièrement, nous honorons le travail de Just Transition Alliance, Indigenous Environmental Network, Climate Justice Alliance, Movement Generation, Labor Network for Sustainability, Trade Unions for Energy Democracy parmi d'autres. Veuillez consulter la page 53 pour des ressources en anglais sur la transition juste de plusieurs de ces structures

Le contenu de ce rapport peut-être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source d'information soit correctement citée. TNI et GGJ apprécieraient de recevoir une copie ou un lien du texte dans lequel ce document est utilisé ou cité. Veuillez noter que pour certaines images, le droit d'auteur peut se trouver ailleurs et que les conditions de droit d'auteur de ces images doivent être basées sur les conditions de droit d'auteur de la source originale. <http://www.tni.org/copyright>

Co-publié par Le Transnational Institute et Grassroots Global Justice
Septembre 2022



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

مكتب شمال إفريقيا
North Africa Office

Soutenu par Rosa Luxemburg Stiftung (RLS) avec des fonds du Ministère fédéral de la Coopération Economique et du Développement de la République Fédérale d'Allemagne.

Clause de non-responsabilité : Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement une position de RLS.

Sommaire

Introduction	4
Comment en est-on arrivé là ?	6
Où en est-on aujourd'hui ?	14
Qu'est-ce qu'une transition juste ?	28
Comment les communautés mettent-elles en pratique les diverses visions relatives à la transition juste ?	44
Quel avenir pour la transition juste ?	52
Lectures complémentaires et inspiration sur la Transition Juste	53
Notes de fin	54



Introduction

Nous vivons une époque de profonde transition, marquée par des bouleversements politiques et des inégalités économiques qui se creusent de plus en plus. Partout dans le monde, des personnes sont forcées de se déplacer suite aux conflits et aux urgences climatiques. Le racisme, la xénophobie et l'intolérance religieuse ne cessent d'augmenter. La pandémie de COVID-19 a jeté une lumière nouvelle sur les injustices et l'irrationalité de nos systèmes économiques et sociaux actuels.

Les crises sociales et politiques auxquelles nous sommes confronté-e-s aujourd'hui prennent une ampleur inédite. Les écosystèmes de la terre sont menacés par un système de production imposé au monde entier, et ce au cours des deux cent cinquante dernières années. Alimenté par les produits pétrochimiques, motivé par le profit et fondé sur l'hyper-exploitation aussi bien des travailleur-euse-s que des systèmes naturels, ce mode de production a surchargé et perturbé de nombreux cycles qui maintenaient l'équilibre de l'écosystème mondial - y compris les cycles du carbone.

Les modifications de ce cycle se manifestent par des événements climatiques d'une extrême gravité, qu'ils s'agissent de sécheresses extrêmes, d'incendies de forêt à grande ampleur ou d'ouragans et de typhons devenant de plus en plus fréquents et violents. La vie elle-même disparaît. Nous vivons la *sixième extinction de masse* de notre planète : on estime que deux cents à deux mille espèces disparaissent chaque année en raison du changement climatique, de la pollution et de la destruction des habitats.

Les communautés marginalisées, obligées de vivre aux alentours des décharges de la production pendant que leurs ressources sont pillées pour en extraire les matières premières, sont depuis longtemps conscientes des effets environnementaux et sociaux du système capitaliste industriel. Aujourd'hui, les effets systémiques sont visibles dans le monde entier. Pour sauver l'humanité et la vie complexe sur notre précieuse planète, un changement de cap majeur s'impose, et ce sous la forme d'une transition juste.

En termes simples, une transition juste est un changement d'ordre systémique, enclenché par des moyens véritablement démocratiques, qui s'éloigne de l'exploitation, de l'extraction et de l'aliénation, pour se tourner vers des systèmes de production et de reproduction axés sur le bien-être humain et la régénération des écosystèmes. La transition juste, telle que nous l'envisageons, est bien plus qu'un passage des combustibles fossiles aux sources d'énergie renouvelables ou vertes.

Il s'agit d'une transformation profonde de notre société, qui cherche à replacer l'humanité dans un équilibre harmonieux avec la terre, ses systèmes écologiques, la multitude d'espèces avec lesquelles nous partageons cette planète fragile. Elle repose sur des systèmes et des pratiques socio-économiques qui mettent l'accent sur la solidarité, la coopération, la mise en commun, le partage et l'entraide. Elle évite la compétition, les conflits, la privatisation, l'accumulation et l'hyper-individualisme.

Le présent document vise à examiner pourquoi il est impératif de nous orienter, ainsi que nos mouvements sociaux, vers une transition juste, et comment nous pouvons consciemment et délibérément nous éloigner des systèmes dysfonctionnels et destructeurs qui nous mènent vers l'extinction. Comment pouvons-nous progresser vers de nouveaux systèmes de relations sociales qui nous permettent de survivre et de surmonter la crise climatique et d'inverser la sixième extinction de masse de la planète ?

Cette publication est le fruit d'un processus de réflexion collectif entre les auteur·e·s et leurs organisations, qui ont travaillé de différentes manières sur le concept de transition juste en étroite collaboration avec des mouvements sociaux, des organisations et des communautés du monde entier, afin d'essayer de comprendre comment cette idée simple mais néanmoins puissante peut aider les populations à se mobiliser pour un changement véritable et transformateur. Il ne s'agit pas d'une vision finale ni exhaustive de la transition juste, car différentes régions, communautés, mouvements et organisations développent leurs propres visions (voir la section finale). Cependant, nous espérons que ces idées et questions fondamentales donneront à tous les lecteurs et lectrices des outils adéquats pour réfléchir plus profondément au sens d'une transition juste à leurs yeux, mais aussi pour leurs mouvements et leurs communautés.



Comment en est-on arrivé là ?

Quelles sont les causes historiques et économiques de la crise climatique ?

L'augmentation massive de dioxyde de carbone - et d'autres « gaz à effet de serre » - dans l'atmosphère déséquilibre les systèmes vitaux et autorégulateurs de la planète. L'intensification de certaines activités humaines qui a perturbé l'écosystème mondial n'était pas inévitable, et elle demeure relativement récente. Les émissions de carbone sont montées en flèche avec l'avènement de la révolution industrielle au milieu des années 1700. La révolution industrielle a transformé la façon dont nous produisons les biens nécessaires pour nous nourrir et subvenir à nos besoins. Il s'agissait ici d'un remaniement massif des réponses qu'apporta notre société aux questions « Qui possède quoi ? ; Qui fait quoi ? ; Qui obtient quoi ? ; Qu'en font-ils ? »¹. La révolution industrielle a émergé dans une région d'Europe déjà façonnée par une organisation sociale et économique alors relativement nouvelle : le capitalisme. Bien qu'industrialisation et capitalisme soient deux notions différentes, on ne peut comprendre la révolution industrielle sans comprendre le capitalisme.

Le capitalisme est un système d'organisation sociale qui reconfigure les relations entre les individus, les écosystèmes, les territoires et les autres créatures vivantes. Il est radicalement différent des systèmes qui l'ont précédé² et de ceux - y compris des sociétés autochtones - qui continuent aujourd'hui à s'y opposer ou à y résister. De nombreuses personnes ont essayé de comprendre et de décrire le capitalisme ; de par sa complexité, des divergences d'opinion demeurent quant à ses fondements et à la manière dont il pourrait se transformer en un tout nouveau système. Cependant, on peut délimiter les caractéristiques essentielles du capitalisme comme suit :

- 1 **La propriété privée des moyens de production** : Les outils, les matériaux ou les produits naturels nécessaires à la production des biens dont les populations ont besoin ou souhaitent disposer sont détenus et contrôlés par un groupe d'individus précis ;
- 2 **L'importance de la « production de marchandises »** : La majorité des humains n'utilisent pas la plupart de ce qu'ils produisent, et ne produisent pas la plupart de ce qu'ils utilisent. Au contraire, la plupart des choses sont produites pour être vendues et les personnes doivent acheter la plupart des choses dont ils ont besoin pour survivre au jour le jour ;
- 3 **Le travail salarié** : Comme une grande partie des personnes ne possèdent pas de moyens de production, elles doivent vendre leur travail à celles qui possèdent ces moyens, afin de pouvoir acheter les produits dont elles ont besoin pour survivre. Souvent, le travail pour lequel les personnes sont payées est considéré comme un « vrai travail », tandis que le travail consistant à s'occuper de la maison, des enfants, des personnes âgées, des malades et de l'environnement est souvent sous-évalué, rendu invisible et effectué sans rémunération. Il est aussi généralement délégué aux femmes. Ce travail, appelé « travail reproductif », doit pourtant être effectué pour que les personnes puissent survivre. Lorsque ce travail est rendu invisible et sous-évalué, il fonctionne comme une sorte de « subvention » pour les employeurs ;
- 4 **Une croissance et une production continues pour maximiser le profit (plutôt que de répondre aux besoins humains)** : Les marchés capitalistes mettent les entreprises en concurrence constante les unes avec les autres, de telle sorte à que les entreprises doivent constamment augmenter leurs profits. Dans ce système, elles doivent croître, ou faire faillite. Les sociétés capitalistes sont donc en conflit permanent avec les systèmes naturels et la vie sur une planète aux ressources limitées ;
- 5 **Les « ressources naturelles »** : Les forêts, les lacs, les rivières, la terre/les sols, les roches, les animaux, les écosystèmes et autres processus et systèmes naturels sont considérés comme des marchandises ou des intrants (potentiels) dans les processus de production. Leur propre existence, leur

dignité et le rôle qu'elles jouent dans le maintien de la vie sont considérés comme secondaires par rapport à leur capacité à générer des profits. Cette compréhension réductionniste de la Terre n'est pas propre au capitalisme - certaines alternatives sont tombées dans le même piège - mais elle en est un de ses fondements ;

- 6 « **Accumulation par dépossession** » : L'objectif étant de maximiser les profits, tout ce qui peut être pris gratuitement l'est systématiquement. Les terres historiquement partagées ou communes, les écosystèmes, les connaissances collectives et autochtones et les semences traditionnelles, entre autres, sont volées ou surexploitées, souvent avec le soutien de l'État et des systèmes juridiques, qui permettent aux entreprises de réaliser les profits les plus élevés possibles ;
- 7 **Expansion/impérialisme** : Parce que le capitalisme est construit autour de la nécessité d'accroître continuellement les profits, on recherche constamment de nouveaux intrants et de nouveaux marchés. En alliance avec les États patriarcaux et suprématistes blancs, cela a conduit à un processus d'expansion impérialiste, de colonialisme, de pillage et de surexploitation dans le monde entier.

Ce système socio-économique a ouvert la voie au processus d'industrialisation, qui a lui-même stimulé le capitalisme et contribué à sa diffusion dans le monde entier. L'industrialisation telle que nous la connaissons dépendait (et *dépend toujours*) des combustibles fossiles : de nouveaux combustibles tels que le charbon, le pétrole et le gaz ont été utilisés pour faire fonctionner des machines à grande échelle et produire des biens de consommation de masse³. L'augmentation spectaculaire de la production de biens s'est faite par l'exploitation des travailleurs et travailleuses et le pillage des systèmes et des processus naturels - en particulier dans le monde colonisé. L'ampleur de la production manufacturière a continué à croître avec peu de contrôle, malgré la lourde charge imposée aux systèmes naturels de par l'extraction des ressources et le rejet des déchets.

Le passage à la production capitaliste industrielle a nécessité une réorganisation complète de la société, d'abord en Europe, puis partout où le capitalisme s'est

répandu. Le système des « enclosures », soit la confiscation des terres communales, a joué un rôle essentiel : en chassant les gens de leurs terres, on a rendu les terres plus rentables – décrites comme plus « productives » - et créé une main-d'œuvre bon marché. Ce processus visible et violent d'« accumulation par la dépossession »⁴ a fait l'objet d'une large résistance lors de la naissance du capitalisme.

Les enclosures relèvent d'une idéologie considérant la nature comme une matière passive qu'il faut maîtriser ou comme une collection de ressources en attente d'être utilisées par les humains. Cette idéologie, parfois justifiée par des références théologiques chrétiennes, a renforcé l'idée de la domination de l'être humain sur la nature et légitimé l'assujettissement (voire l'extermination) des communautés autochtones et traditionnelles qui entretiennent des relations différentes avec la planète. Elle a alimenté l'approche dite «*extractiviste*» - la consommation violente et rapace des ressources naturelles au mépris des mondes écologiques et sociaux dans lesquels elles s'inscrivent. Dans de *nombreuses régions du monde*, l'accaparement manifeste des terres, des océans et des ressources, ainsi *que l'extractivisme et la destruction* qui y sont associés, perdurent. De même, on transforme aujourd'hui d'autres éléments tels que des savoirs autochtones, des idées, des gènes et des stocks de carbone, en propriété privée, les vidant ainsi de leurs significations culturelles et sociales profondes.

À partir du milieu du dix-huitième siècle, les progrès réalisés dans la manipulation du charbon, du kérosène et, finalement, du pétrole et du gaz ont permis à l'Homme de disposer d'énormes réserves d'énergie. Ces combustibles hydrocarbonés sont des sources d'énergie à haute densité, facilement transportables et stockables. Ces caractéristiques, associées à une nouvelle conception de la propriété privée, ont créé les conditions parfaites pour qu'un nombre relativement restreint de personnes puisse s'emparer des richesses et les centraliser.

Le « *capitalisme fossile* » a redéfini non seulement la manière dont notre société utilise et distribue l'énergie, mais aussi la manière dont elle utilise et distribue le pouvoir. Sur la base de ces dynamiques historiques, on a avancé que nous vivons maintenant dans *l'ère du Capitalocène* - une ère géologique où le capital et le capitalisme ont une influence décisive sur la planète.

Quels sont les liens entre la crise climatique, les inégalités et le colonialisme ?

La transition vers les combustibles fossiles et l'abandon des sources bioénergétiques (bois et énergie humaine ou animale) a été un processus progressif, inégal et inéquitable. Elle n'a pas eu lieu partout en même temps. Le processus d'industrialisation a commencé en Angleterre au milieu des années 1700, puis s'est rapidement étendu aux villes d'Europe occidentale et à la côte est de l'Amérique du Nord à la fin des années 1700 et au début des années 1800. Les classes propriétaires de l'Europe occidentale et leurs colonies d'Amérique du Nord, soutenues par les pouvoirs militaires, religieux et politiques de leurs pays, ont utilisé leur nouvelle puissance économique et militaire alimentée par le charbon, pour imposer une réorganisation mondiale du travail, de la production, de l'extraction des ressources, de la répartition des richesses et du pouvoir social et économique tout au long des dix-huit et dix-neuvième siècles.

Les pays et régions en voie d'industrialisation ont poussé d'autres régions, dont beaucoup étaient sous leur contrôle en tant que colonies, à fournir des matières premières et de la main d'œuvre ainsi qu'à acheter leurs produits manufacturés. C'est ainsi que des flux mondiaux de marchandises ont commencé à apparaître. Les ressources naturelles (et les êtres humains réduits en esclavage) étaient principalement extraites des pays que l'on appelle aujourd'hui le Sud global, et transférées vers le Nord pour y enrichir encore davantage les couches les plus nanties. La nourriture bon marché (le sucre des plantations d'esclaves dans les Caraïbes, le blé des États colonisateurs d'Amérique du Nord) et les matières premières (le bois des coupes à blanc en Amérique du Nord, le coton brut de l'empire colonial indien) ont contribué à faire baisser le coût de la vie dans les centres urbains du Nord. Cela a permis aux propriétaires d'usines de payer les salaires les plus bas possibles à leurs ouvriers, tout en garantissant une maximisation des profits.

Le processus mondial de dépossession des peuples - en particulier des peuples racialisés et autochtones mais aussi des femmes - des terres, des territoires et des écosystèmes avec lesquels ils avaient auparavant assuré leur subsistance, garantissait un approvisionnement régulier en main-d'œuvre pour extraire à bas prix les matières premières, tout en créant des consommateurs dépendant des marchés

pour leur survie. Les idéologies patriarcales et suprématistes blanches, ainsi que les idées de la supposée main invisible du marché et de la primauté de la propriété privée, ont fourni une justification idéologique à ce pillage. La répartition des richesses et du pouvoir dans le monde aujourd'hui est le résultat de ces injustices et de ces violences historiques.

Toutefois, les inégalités produites par le capitalisme industriel ne concernent pas seulement le Nord et le Sud de la planète. Elles existent également au sein de chaque nation sur terre. Dans un pays donné, les centres urbains s'enrichissent souvent en extrayant les ressources des zones rurales (et en y déversant des déchets). Et, dans les villes comme dans les campagnes, les travailleur-euse-s dont dépend le système ne reçoivent qu'une part infime des bénéfices produits par leur travail, au profit de ceux qui possèdent les ressources - financières, mécaniques, naturelles et autres. Ils et elles opèrent fréquemment dans des environnements dangereux où les mesures visant à protéger leur santé et leur bien-être font défaut. De la catastrophe du Rana Plaza en 2013 à l'impact massif de la pandémie de la COVID-19 sur les personnes aux emplois précaires et sous-payés dans les abattoirs, les entrepôts, les fermes industrielles, les épiceries et les maisons de retraite, les profits sont généralement maximisés en transférant les risques et les coûts sur les travailleur-euse-s.

Ce système a également approfondi, créé et exploité des divisions selon une variété d'autres critères, notamment l'origine ethnique, le genre et le sexe. La mesure dans laquelle les personnes peuvent bénéficier du système de production industrielle, ou encore supporter ses coûts dépend de leur position dans la société et des différents types de pouvoir qu'elles peuvent exercer. Le processus d'exploitation de la différence et de la diversité, et d'intensification des inégalités, peut se produire à toutes les échelles - du foyer individuel à la planète entière.

Les coûts environnementaux de la production et de l'extraction, y compris les émissions toxiques, la destruction de l'environnement, ainsi que la pollution de l'eau et de l'air, se concentrent dans les lieux où vivent et travaillent des personnes marginalisées. Il s'agit en particulier des peuples racialisés et des nations autochtones, qui ont historiquement bénéficié de moins de droits et de moins de pouvoir social pour résister au racisme environnemental.

Le système du capitalisme industriel dépend également d'un énorme volume de travail, souvent non rémunéré et non reconnu, que nous pouvons dénommer « travail reproductif ». Cela inclut les soins aux enfants et aux personnes âgées, la production et la préparation des aliments, les soins médicaux, le travail émotionnel et la protection de l'environnement. Les travailleur-euse-s sont aussi des êtres humains, qui doivent être nourris et soignés tout au long de leur vie. Ce travail, s'il est indispensable au capitalisme⁵, n'est généralement pas reconnu ni récompensé. Dans les sociétés patriarcales du système mondial moderne, il est généralement confié aux femmes et aux personnes au genre non conforme. La société, les coutumes et les lois peuvent imposer des cadres et des hiérarchies strictes entre les sexes, s'appropriant ainsi le corps des femmes pour garantir que ce travail indispensable continue d'être rémunéré au minimum et qui, idéalement, demeure invisible.

En plus de s'appuyer sur la surexploitation des femmes et d'autres personnes marginalisées, le système capitaliste moderne repose sur un accès facile et de moindre coût aux systèmes et processus naturels. L'accès à ces soi-disant ressources est parfois gratuit. Prenons pour exemple les fabricants autorisés à pomper les eaux souterraines ou à déverser des déchets sans payer. À d'autres moments, les investisseurs traitent ces systèmes et processus comme des marchandises, en les payant à un prix symbolique (*en achetant notamment de vastes étendues de terres* pour produire des agrocarburants), mais en ignorant les divers rôles qu'ils jouent dans le maintien des processus vitaux humains et non humains. Les investisseurs peuvent réaliser des profits colossaux en détruisant les systèmes dont dépendent les êtres humains et les autres êtres pour survivre, et en exploitant les personnes qui dépendent de ces systèmes.

Dans le même temps, ces systèmes sociaux et économiques, qui visent à maximiser les profits, ne répondent pas aux besoins de la plupart des gens et de la planète. Le système alimentaire industriel repose sur des matières premières à bas prix ou subventionnées, fortement transformées et transportées sur de longues distances, ici les entreprises profitent et exploitent le travail humain à chaque étape du processus. Ce système a eu un coût dramatique pour l'humanité et les systèmes vitaux de notre planète. La diversité limitée des aliments consommés entraîne des problèmes de santé chroniques, avec un impact particulier sur les personnes les plus pauvres,

car les aliments frais, sains et produits localement sont devenus un produit de luxe. *Selon la FAO*, les régimes alimentaires sains sont hors de portée pour trois milliards de personnes. Dans le même temps, les agriculteurs et les producteurs de denrées alimentaires du Nord et du Sud souffrent de la faim, *perdent leurs terres* et connaissent une « *mort du désespoir* ». Le contraste est frappant avec les systèmes alimentaires autochtones et paysans qui prônent la souveraineté alimentaire et visent à nourrir les communautés en garantissant l'harmonie avec les systèmes et territoires naturels. À travers le prisme étroit de l'évaluation capitaliste, les systèmes alimentaires paysans sont souvent décrits comme arriérés, petits et inefficaces parce qu'ils ne donnent pas la priorité à la génération de profits. Pourtant, du point de vue des êtres humains et de toute la vie terrestre, ils offrent la possibilité d'un avenir porteur de vie.

Dans notre système énergétique, la surproduction et le gaspillage permettent à certaines personnes de *consommer plus d'énergie* (directement, ou sous forme de produits manufacturés) plus que jamais auparavant. Pourtant, même dans les pays riches, *des millions de personnes peinent* à chauffer leur maison de manière sûre et adéquate, ou à accéder à l'énergie dont elles ont besoin pour vivre décemment. Que ce soit par le biais de la publicité et l'obsolescence programmée, ou par l'ouverture de nouveaux marchés mondiaux et la facilité d'accès au crédit à la consommation pour les achats de luxe dans le Nord, le système mondial actuel est orienté vers l'augmentation de la consommation et la création de nouveaux besoins, plutôt que vers la production de bien-être et la satisfaction des besoins existants de chacun-e.

La logique du capitalisme nous conduit tout droit vers un développement sans avenir. Chaque année, nous extrayons plus que ce que les écosystèmes de la planète sont en mesure de reconstituer, et nous rejetons plus de déchets qu'ils ne peuvent en supporter. Les gouvernements et les entreprises du monde entier, comme cela a été exposé lors de la COP26, prévoient de continuer à dépasser les limites que permet la planète, afin de maintenir le statu quo. Au lieu de cela, ils placent les espoirs de l'humanité dans des technologies non éprouvées pour éliminer le carbone de l'atmosphère à l'avenir⁶. Les conséquences de ce choix sont de plus en plus difficiles à ignorer, de nouvelles catastrophes climatiques apparaissant chaque jour. Les bénéfices de toute cette extraction sont récoltés par peu de gens, tandis que les coûts sont supportés par beaucoup. Une transition juste consiste à inverser cette dynamique.



Où en est-on aujourd'hui ?

Cette dynamique s'est considérablement intensifiée au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. Après la fin de la guerre froide, les discussions internationales sur la richesse et le commerce ont été principalement façonnées par l'idéologie néolibérale, qui soutient que les marchés fonctionnent mieux sans intervention de l'État. Le néolibéralisme considère l'État principalement comme un défenseur des droits de propriété privée, et soutient que les gouvernements devraient supprimer les réglementations sociales, environnementales et économiques, qui sont censées ralentir la croissance économique et entraver le marché.

Les crises naturelles, politiques et économiques périodiques ont permis à de nombreuses personnes de prendre conscience des inégalités fondamentales du système, et ont suscité de nombreux appels au changement. La crise provoquée par la pandémie de la COVID-19 est la dernière en date de ces bouleversements, et semble représenter une occasion de « reconstruire en mieux », comme l'a précisé le président américain Joe Biden. Cependant, les crises précédentes ont démontré la résilience du système mondial capitaliste. Les entreprises et les personnes fortunées restent les mieux placées pour survivre à ces crises, voire *pour en tirer profit*. Pendant la pandémie, *les inégalités mondiales se sont fortement accrues*, la richesse détenue entre les mains des milliardaires est passée d'environ huit mille milliards de dollars à plus de treize mille milliards de dollars en une seule année, une richesse colossale partagée par seulement deux mille sept cents soixante-quinze personnes.

Les réactions des gouvernements renforcent souvent cette tendance, comme lors de la crise alimentaire et économique de 2008, lorsque des renflouements publics massifs ont enrichi un petit nombre d'acteurs privés. Les premiers mois de la pandémie de la COVID-19 ont suscité de nouveaux débats sociaux majeurs sur le rôle de l'État et ont également déclenché, dans certains pays, des niveaux inédits d'investissement public pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens.

Cependant, peu de politiques ont tenté de s'attaquer aux causes profondes des inégalités qui ont rendu tant de personnes particulièrement vulnérables à la COVID-19. Au lieu de cela, les mesures prises à l'encontre de la COVID-19 ont largement tenté de soutenir les bénéficiaires des entreprises et d'assurer le maintien du *statu quo*, les *milliardaires réussissant à capter d'énormes subventions*. Même des propositions relativement faciles à mettre en place - comme la suspension temporaire de certains types d'application de brevets afin de permettre aux pays les plus pauvres de fabriquer des vaccins vitaux à un prix abordable - *ont été systématiquement bloquées* par les pays riches et les entreprises.

Les processus internationaux de lutte contre le changement climatique - notamment les conférences des Nations Unies sur le changement climatique - ont fait preuve du même manque d'ambition, les objectifs contraignants ont été remplacés par des outils favorables surtout aux entreprises, tels que les échanges de droits d'émission de carbone, les « solutions fondées sur la nature » et les engagements « net zéro », qui offrent de *nouvelles possibilités de profit* sans vraiment s'attaquer à la crise.

Comment les combustibles fossiles sont-ils utilisés aujourd'hui ?

Malgré les preuves claires et irréfutables que l'utilisation continue des combustibles fossiles transforme rapidement le climat et détruit les écosystèmes vitaux de la planète, nous en extrayons et en utilisons aujourd'hui plus qu'à n'importe quel moment de l'histoire. La moitié de toutes les émissions d'origine humaine ont été rejetées dans l'atmosphère *depuis 1990*, et les émissions *continuent d'augmenter* chaque année malgré l'introduction de technologies renouvelables. *Environ trois quarts* de toutes les émissions de gaz à effet de serre proviennent aujourd'hui de la production d'énergie, principalement par l'utilisation de combustibles fossiles.

À quoi sert toute cette énergie ? *La majeure partie de l'énergie* est aujourd'hui utilisée pour la production d'électricité et de chaleur, l'extraction de ressources (comme les mines), la production industrielle et les transports. *L'utilisation exponentielle de l'énergie au* vingtième siècle est liée à une augmentation de la consommation matérielle (en particulier dans le Nord) et à une augmentation connexe du commerce

international. De nombreuses personnes possèdent un nombre imposant de biens, qui ont parcouru d'énormes distances pour les atteindre. Les matières premières, les produits finis et les déchets sillonnent la planète.

Nous dépendons des combustibles fossiles tant pour produire l'alimentation, transporter les personnes et les biens sur la planète (à la fois sur de longues et de courtes distances), que pour construire les logements et assurer les soins de santé. Les systèmes alternatifs, depuis les *réseaux alimentaires paysans jusqu'aux coopératives et aux petites industries locales*, ont été fragilisés et démantelés au cours des vingtième et vint-et-unième siècles. Les énergies renouvelables locales, qui permettent d'alimenter les foyers ou les entreprises locales sans recourir aux combustibles fossiles, restent extrêmement limitées. Malgré les efforts considérables déployés pour *résister à la privatisation*, les systèmes énergétiques publics contrôlés démocratiquement sont menacés dans de nombreux endroits, alors qu'ils *pourraient contribuer à recentrer la production d'énergie sur les besoins humains et environnementaux*. Si les technologies éoliennes et solaires ont représenté un record de *dix pour cent de la production mondiale d'électricité en 2021*, cela ne représente qu'un pourcentage très faible de la consommation totale d'énergie, du fait de certains facteurs, par exemple ceux liés au transport de navires, d'avions et de voitures. En outre, une grande partie de la nouvelle capacité de production renouvelable n'est *ni contrôlée démocratiquement, ni régénérative, ni socialement juste*.

Les combustibles fossiles ont contribué à concentrer les richesses entre les mains de quelques-uns, à contrôler les travailleurs et travailleuses et à faire circuler les marchandises dans le monde entier afin qu'elles soient produites là où la main-d'œuvre est la moins chère, c'est-à-dire là où les travailleurs et travailleuses ont le moins de pouvoir pour exiger le respect de leur dignité, de leurs droits et un traitement décent⁷. La transformation de notre système énergétique est profondément liée aux luttes pour le contrôle des territoires, des moyens de production, et des conditions qui favorisent une vie décente.

Quels sont les impacts des différentes sources de carburant ?

Aujourd'hui, *plus de quatre-vingt pour cent de l'énergie mondiale* provient encore des combustibles fossiles. Si la demande de pétrole et de charbon a chuté pendant la pandémie de 2020, *elle a depuis rebondi* rapidement. Toutes les autres sources, y compris les agrocarburants (carburants dérivés de cultures comme le maïs, les oléagineux et la canne à sucre), l'énergie nucléaire, l'hydroélectricité et d'autres sources dites renouvelables ont fourni moins de vingt pour cent de notre énergie. Même si ces sources se développent rapidement, la quantité de charbon et de pétrole utilisée *continue d'augmenter* d'année en année, la croissance des « énergies renouvelables » ne parvenant pas à suivre le rythme de la croissance de la consommation d'énergie dans le monde.

Le remplacement des combustibles fossiles par des technologies d'énergie prétendument renouvelables ne permettra pas, à lui seul, d'atteindre les objectifs fixés. Bien que potentiellement plus saines pour le cycle du carbone, nombre de ces technologies entraînent des conséquences négatives pour les écosystèmes et les communautés, et *reposent sur d'autres formes d'extraction*, comme du lithium et des minéraux rares. La production d'agrocarburants peut entraîner des *émissions importantes*, voire *supérieures à celles de l'essence*. Lorsque des forêts, des terres de parcours naturelles ou d'autres écosystèmes naturels sont convertis en production agricole industrielle pour produire des agrocarburants, les effets peuvent être particulièrement désastreux. En 2012, les États-Unis, premier pays producteur d'agrocarburants dans le monde, ont consacré quelque vingt-huit millions d'acres – environ onze millions trois cent trente mille hectares – de terres agricoles à la production d'agrocarburants⁸, et le rythme de cette production ne peut qu'augmenter.

L'impact néfaste des combustibles fossiles ne fait aucun doute. Cependant, toutes les sources d'énergie que nous connaissons aujourd'hui s'accompagnent de nuisances sociales et environnementales. Au lieu de se focaliser sur le remplacement d'un type de combustible particulièrement nocif par d'autres moins nocifs, le débat devrait porter sur les questions : pourquoi l'énergie, et pour qui ? Pour ce faire, il est important de comprendre d'abord qui profite de la situation actuelle.

Qui profite le plus de l'utilisation continue des combustibles fossiles aujourd'hui ?

Aujourd'hui, les *États-Unis*, l'Union européenne et la Chine sont les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre et *contribuent ensemble à 41,5 pour cent* du total d'émission mondial⁹. Les pays du G8 sont considérés comme *responsables de quatre-vingt-six pour cent* des émissions « excédentaires ». La plupart des pays du Sud ont des émissions bien plus faibles. Les pays les plus riches du monde sont également responsables des gaz à effet de serre émis ailleurs dans le monde, et ce pour produire les biens qu'ils consomment. À l'échelle mondiale, un énorme flux de marchandises, allant des produits agricoles de base bon marché aux produits électroniques manufacturés et autres consommables, circule des pays pauvres vers les pays riches. Les émissions sont généralement comptabilisées dans le pays où elles ont lieu, et non dans celui qui consomme les produits qui en sont issus, ce qui signifie que les chiffres internationaux sur les émissions sous-estiment généralement l'entière responsabilité des pays riches dans le changement climatique.

Parallèlement, les bénéficiaires de l'économie basée sur les combustibles fossiles ne bénéficient pas à l'ensemble des individus d'un pays donné. Comme nous l'avons dit plus haut, les combustibles fossiles et le système capitaliste impérialiste qui encadre leur utilisation, ont permis des concentrations énormes de richesses. Des entreprises et des actionnaires spécifiques ont bénéficié - et continuent de bénéficier - de ce modèle. Depuis 1990, les quatre plus grandes entreprises de combustibles fossiles (BP, Shell, Chevron et Exxon) ont amassé *près de deux mille milliards de dollars de bénéfices*. Ces sociétés *continuent d'investir* dans de nouvelles explorations pétrolières et gazières, alors même que l'Agence internationale de l'énergie *appelle à y mettre un terme*. Au lieu de couper court à l'exploitation des combustibles fossiles, et du fait du *lobbying continu de ces entreprises*, la politique climatique internationale repose sur l'espoir que nous pourrions, d'une manière ou d'une autre, réabsorber ces émissions de l'atmosphère à l'avenir¹⁰. Au même moment, d'autres entreprises, allant *des fabricants de technologies d'agriculture industrielle aux fournisseurs militaires, en passant par les entreprises de sécurité aux frontières*, bloquent le changement et *se préparent à tirer profit de la crise climatique*. La chose devient plus alarmante lorsque nous gardons en tête le fait que les travailleurs et travailleuses

de ces entreprises, ainsi que les communautés dans lesquelles leurs déchets sont déversés et dont les ressources sont extraites, ne bénéficient en rien des profits astronomiques qui reviennent aux actionnaires et aux *sociétés de gestion d'actifs*.

Aujourd'hui, les pays et leurs citoyens et citoyennes les plus riches, profitent de manière disproportionnée de l'utilisation des combustibles fossiles. Leur pouvoir et leurs privilèges signifient également qu'ils sont moins susceptibles de payer le coût total de l'inaction climatique. Malgré la prise de conscience croissante liée à la crise climatique, et malgré la multiplication des appels à une action réelle et transformatrice, ceux et celles qui profitent le plus du *statu quo* continuent d'utiliser leur pouvoir considérable pour défendre cette inaction.

Comment les systèmes mondiaux sont-ils en voie de déstabilisation ?

Depuis l'aube du vingt-et-unième siècle, ces tendances aux conséquences à long terme, ont atteint un point de crise. Après la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique, la politique mondiale a été dominée par les États-Unis et l'idéologie du « néolibéralisme ». Cette dernière, en dominant des institutions telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), privilégie avant tout un marché libre et encourage (voire force) les autres pays à réduire la réglementation sur les entreprises (ou à éviter de la mettre en place), à vider les programmes sociaux existants (ou à renoncer à développer de tels programmes), le tout basé sur la croyance erronée que les avantages accordés aux entreprises profiteraient aux populations.

Cette situation semblait momentanément stable et l'on est allé jusqu'à déclarer l'avènement de « la fin de l'histoire », suggérant qu'il n'y avait plus d'espace pour un débat fondamental sur la façon dont les sociétés et les économies du monde devraient être organisées. Selon les célèbres mots de Margaret Thatcher, « il n'y a pas d'alternative [au capitalisme] ». Cependant, au cours des trente dernières années, quatre grands types d'instabilités sont apparus ou se sont aggravés. Ils annoncent la possibilité d'un changement spectaculaire au niveau mondial, mais la question de savoir si ce changement sera pour le meilleur ou pour le pire reste ouverte.

1 Les relations de pouvoir entre les États sont en mutation

Depuis les années 1990, la position prééminente des États-Unis dans l'ordre mondial se voit remise en cause. D'autres puissances mondiales ont émergé et l'équilibre des pouvoirs est en pleine renégociation. La Chine joue un rôle particulièrement important, et nombreux sont ceux qui considèrent son initiative « la ceinture et la route » - un projet d'infrastructure et de développement mondial à grande échelle annoncé en 2013 - comme un projet visant à construire un pouvoir et une influence à la fois infrastructurels, économiques et culturels au niveau mondial. *Les pays dits « BRICS »* - le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud - ont également gagné en puissance. Ce groupe apparaît comme un bloc important caractérisé par des relations commerciales mutuelles, des économies fortes et par une démographie qui avoisine les quarante pour cent de la population mondiale. De nombreux observateurs pensent qu'un nouveau système mondial multipolaire est en train de se développer, avec un pouvoir économique et politique partagé entre plusieurs pays. Cela peut conduire à des déplacements rapides et parfois imprévisibles du pouvoir. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 est une illustration pertinente de cette instabilité, ainsi qu'une étape possible de transition vers une nouvelle répartition du pouvoir mondial.

2 L'équilibre du pouvoir entre les entreprises et les États est en mutation

Depuis la fin de la guerre froide, le pouvoir des entreprises a considérablement évolué. Au cours du vingtième siècle, notamment en Amérique du Nord et en Europe occidentale, la mobilisation des mouvements de travailleurs et travailleuses a abouti à une sorte de compromis entre la sphère du travail et celle du capital. De nombreux États ont mis en place des lois et des réglementations relativement fortes pour contrôler les entreprises, protéger les citoyen·ne·s et les travailleur·euse·s, et garantir un niveau d'accès basique aux biens et services essentiels (eau, éducation, santé, terre et nourriture).

La montée en puissance du néolibéralisme - en partie due à la crise pétrolière des années 1970 et à l'effondrement de l'URSS en 1991 - a progressivement affaibli le pouvoir des travailleurs et travailleuses qui avaient réussi à obtenir des droits, et démantelé les règles qui contrôlaient les entreprises. Dans les pays du Sud, ces changements, ainsi que la privatisation des services publics, ont souvent été imposés par les programmes d'ajustements structurels de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ce changement de pouvoir a entravé le développement de politiques visant à défendre les droits des personnes et à limiter le pouvoir des entreprises dans les nombreux pays où elles n'étaient pas encore implantées. Une série d'accords internationaux sur le commerce et l'investissement ont permis aux entreprises de devenir de plus en plus grandes et puissantes, en protégeant leurs bénéfices et en forçant les États à limiter leurs propres pouvoirs. La plupart de ces accords commerciaux comprennent des clauses de protection des investissements assorties de mécanismes de « règlement des différends entre investisseurs et États », qui *permettent aux entreprises de poursuivre les États en justice* pour obtenir une compensation lorsqu'elles estiment que de nouvelles réglementations environnementales ou d'autres *réglementations d'intérêt public* impacte négativement leurs bénéfices.

Le pouvoir accru des entreprises a permis aux sociétés transnationales de se développer jusqu'à ce que *leurs revenus annuels éclipsent l'économie des pays de taille moyenne*. Ces entreprises ne paient généralement que peu voire pas d'impôts, ce qui réduit encore plus le pouvoir des États sous-financés qui luttent pour fournir des services de base. Cette situation a entraîné des troubles sociaux dans le monde entier, et les mouvements sociaux se sont opposés au pouvoir des entreprises. Parallèlement, la déréglementation massive du secteur financier a contribué à la crise financière mondiale de 2008. Le renflouement des entreprises et les mesures d'austérité ont été le dernier clou du cercueil de l'État-providence dans de nombreux pays qui avaient jusque-là réussi à établir une forme de protection sociale complète.

Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 a impacté les systèmes médicaux et de santé publique du monde entier, déjà dévastés par l'austérité et la privatisation. Les conséquences de ces décisions ne sont plus à démontrer. Les réponses d'urgence

à la pandémie ont entraîné des vagues de dépenses publiques dans certains pays qui auraient été inimaginables quelques mois auparavant. Cependant, une grande partie de ces dépenses a été calquée sur les économies de guerre et de nombreux efforts de secours d'urgence ont fait affluer l'argent directement dans les poches des entreprises, comme l'illustrent clairement la *production de vaccins* et la distribution inéquitable qui en a résulté. Ces décisions ont reproduit les erreurs désastreuses des sauvetages de 2008 qui ont occasionné certains des plus grands transferts de richesse - *des pauvres vers les plus riches* - au cours des dernières décennies. La crise énergétique qui a débuté en 2021, exacerbée par les effets économiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a également mis en évidence à quel point la priorité reste à l'austérité, obligeant les personnes les plus pauvres de la société à *subventionner les profits des entreprises*.

La lutte contre la crise climatique nécessitera une action coordonnée à grande échelle, et les États peuvent avoir un rôle essentiel à jouer à cet égard. Mais il faudra pour cela inverser le processus engagé par des décennies de néolibéralisme. Partout dans le monde, des personnes se battent pour y parvenir.

3 Des marchés financiers internationaux de plus en plus volatils

La crise financière mondiale de 2008 a démontré le pouvoir que les entreprises ont acquis au détriment des États. Dans le même temps, elle a ouvert une ère d'instabilité financière dont l'économie mondiale ne s'est toujours pas remise. Les prix des produits de base sont restés à la fois élevés et instables depuis la crise, et le scepticisme à l'égard des marchés financiers a entraîné une ruée massive vers l'exploitation des ressources. Les entreprises se sont précipitées pour investir dans des actifs tels que la terre (y compris les terres agricoles et les logements), l'eau et les minéraux, considérés comme des investissements relativement stables. Depuis 2008, la menace d'une nouvelle récession plane, et devient d'autant plus imminente avec l'inflation rapide et l'instabilité des marchés que nous connaissons en 2022. La vision d'un développement mondial continu et pacifique, qui a incité le politologue Francis Fukuyama à déclarer « la fin de l'histoire » en 1992, a perdu toute crédibilité.

Les krachs boursiers cataclysmiques associés à la pandémie de COVID-19 illustrent encore mieux cette instabilité. La montée en flèche de la popularité des cryptomonnaies et des nouvelles marchandises fictives comme les jetons non fongibles (NFT), les taux d'inflation frénétiques observés dans de nombreux pays en 2021 et 2022, la fluctuation sauvage des prix du pétrole et des marchés boursiers mondiaux, ainsi que le processus de « financiarisation » en constante augmentation, sont autant d'éléments qui témoignent d'un système profondément instable. La plupart des gens étant tributaires des marchés pour assouvir leurs besoins quotidiens, la volatilité et l'imprévisibilité de ces derniers sont d'autant plus préoccupantes.

4 Les écologies du monde se déstabilisent

Bien que les scientifiques aient commencé à tirer la sonnette d'alarme au sujet du changement climatique mondial depuis les années 1970, il a fallu attendre le vingt-et-unième siècle pour que l'on prenne conscience de la gravité de ce qui était déjà devenu une crise climatique. Face au consensus scientifique et à la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, *presque tous les gouvernements* admettent aujourd'hui que la crise climatique mondiale et la crise de la biodiversité qui lui est associée constituent des menaces urgentes. La crise liée à la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les risques liés à la déstabilisation des écosystèmes mondiaux et à la dépendance croissante des populations à l'égard de « *chaînes d'approvisionnement* » fragiles et lointaines.

Nous avons ainsi atteint un moment de transition. Des changements politiques, sociaux, économiques et écologiques spectaculaires à l'échelle mondiale sont inévitables. La crise socio-écologique de la pandémie a mis en évidence à quel point les systèmes mondiaux sur lesquels nous nous appuyons pour nous nourrir et répondre à nos besoins fondamentaux ne sont pas à la hauteur de cette tâche, et savent au contraire les conditions de notre survie sur cette planète. Dans le même temps, la précarité évidente de notre situation, les mouvements massifs mettant en lumière la corruption et les problèmes sociaux urgents, les preuves croissantes de la crise climatique et la pandémie de COVID-19, ont tous incité différents groupes d'acteurs à proposer des visions différentes du type de changement à opérer.

Comment les gouvernements, les entreprises et les mouvements populaires réagissent-ils à l'instabilité ?

Diverses réponses ont été apportées pour répondre à l'ensemble des dimensions soulevées par la crise. Trois tendances majeures se dégagent :

1 Autoritarisme et gouvernements « d'hommes forts »

Dans de nombreux endroits, des gouvernements populistes et « d'hommes forts », souvent misogynes et racistes ou xénophobes, ont pris le pouvoir. Ils répondent à une situation chaotique en limitant les possibilités démocratiques et en renforçant les forces policières, militaires et autres forces de sécurité et de répression. Dans certains cas, ils nient activement la réalité de la crise climatique ; dans d'autres, ils affirment qu'un gouvernement fort est nécessaire pour défendre les citoyens et citoyennes pendant que les marchés et les entreprises répondent et s'adaptent à la situation environnementale changeante. Parfois, ils approuvent des mesures limitées comme la tarification du carbone pour aider les marchés à procéder à cet ajustement, mais, le plus souvent, évitent de mettre en place des engagements concrets.

Les réponses au changement climatique sont également de plus en plus souvent formulées en termes sécuritaires et militaires : les dirigeants affirment implicitement ou explicitement que de hauts murs et des frontières solides sont nécessaires pour empêcher que leurs pays ne soient soi-disant envahis par des vagues de réfugiés climatiques. Les dernières décennies ont vu une *augmentation massive des dépenses militaires, frontalières et sécuritaires* dans le monde. Du « *mur frontalier* » des États-Unis aux *milliards d'euros investis* dans un régime frontalier militarisé et meurtrier en Europe, de la *criminalisation de la solidarité envers les migrants* à l'*augmentation des capacités de surveillance*, de nombreux gouvernements dans le monde ont étendu leurs pouvoirs de surveillance, de contrôle et de punition. Dans certains endroits, la crise climatique est utilisée comme prétexte pour soutenir des visions et des politiques racistes, plaçant

pour une « éthique du canot de sauvetage » blanche et écofasciste où les personnes racisées sont laissées à la noyade, au propre comme au figuré. Les États et les entreprises incitent à engager des *réponses militaires* à la crise mondiale des systèmes vitaux de la Terre qu'ils considèrent comme une *menace pour la sécurité nationale*, tout en ignorant les appels de plus en plus urgents d'organismes comme le Groupe international d'experts sur le changement climatique (GIEC) et en rejetant les accords internationaux sur le climat.

2 « Capitalisme vert » : néolibéral et keynésien

En même temps, un autre groupe d'acteurs s'efforce de présenter les entreprises comme des entités essentielles, lorsqu'il s'agit de trouver des solutions contre la crise climatique mondiale. Ces acteurs opèrent toujours dans un cadre néolibéral : ils considèrent le libre-échange et la protection des investissements comme l'une des responsabilités majeures des États. Toutefois, il existe différentes nuances au sein de cette tendance. Certains soutiennent le travail d'institutions internationales telles que l'ONU, épousent les objectifs de développement durable et considèrent que l'État a un rôle à jouer dans l'humanisation du capitalisme, en atténuant les effets négatifs du régime qui régit le commerce et les investissements, en encourageant la « croissance verte » et en aidant les citoyens et citoyennes à faire des choix positifs. D'autres considèrent pour leur part les entreprises comme les protagonistes principales de la réponse mondiale à apporter face au changement climatique. Selon eux, la responsabilité sociale des entreprises et l'autorégulation des entreprises éclairées suffiront à empêcher la destruction de l'environnement et la violation des droits humains.

Cette perspective de « capitalisme vert » a donné lieu à la « financiarisation de la nature », qui consiste à « sauver la nature en la vendant », en transformant les écosystèmes et les territoires en instruments d'investissement selon leur capacité à absorber le dioxyde de carbone, à protéger la biodiversité ou à contribuer à réparer les dommages environnementaux. Si les entreprises ont joué un rôle de premier plan dans le développement cette perspective, elles sont souvent soutenues par d'énormes organisations non gouvernementales (ONG) internationales de conservation, généralement basées dans les pays du Nord.

(Voir l'encadré pour quelques sources de référence sur les fausses solutions apportées face à la crise climatique).

BOX 1

Fausses solutions à la crise climatique : lectures complémentaires

- *Trompés dans la serre chaude*
- *ZERO PAS NET : Comment les objectifs à « zéro émission nette » dissimulent l'inaction politique*
- *À la poursuite de chimères carbonées : les concepts trompeurs des marchés du carbone et du « zéro émission nette »*
- *Solutions basées sur la nature : un loup déguisé en agneau*
- *Blue Carbon: Ocean grabbing in disguise?*

Dans le contexte de la pandémie de COVID, nombre de ces acteurs ont adopté un langage traditionnellement progressiste, appelant à une « grande réinitialisation », à « reconstruire en mieux », voire à une « reprise juste » après la pandémie. Certaines de ces propositions contiennent des éléments véritablement progressistes et pourraient contribuer à réparer certains des pires dommages causés par le capitalisme néolibéral, en investissant dans les infrastructures publiques et en fournissant les services dont les populations ont besoin pour vivre décemment. Or, il est problématique que les entreprises continuent d'être présentées comme les sauveuses potentielles de l'humanité. Rien n'a encore été fait pour reconnaître – et s'atteler à juguler – les tensions entre la recherche du profit et la protection de la santé et du bien-être des personnes et des écosystèmes. De même, aucune analyse n'a encore été réalisée sur la manière de rendre maîtres les personnes de leur vie, de leur territoire et de leurs moyens de subsistance.

3 Mouvements populaires et transition juste

Enfin et surtout, cette situation instable a provoqué l'émergence de nouveaux mouvements sociaux mondiaux qui prônent un changement radical et systémique. Depuis les années 1990, les mouvements altermondialistes et de souveraineté alimentaire ont critiqué à grande échelle le capitalisme néolibéral. Au vingt-et-unième siècle, une grande variété de mouvements ont adopté un langage commun de changement de système, arguant que seule une transformation de l'ensemble de notre système social, culturel, politique et économique peut permettre de lutter contre les violations des droits humains, les préjudices politiques et sociaux et la crise climatique. Les mouvements utilisent souvent une perspective intersectionnelle, soutenant que le sexisme et le patriarcat, le racisme et d'autres formes de violence et de systèmes d'oppression sont des caractéristiques fondamentales et interdépendantes du système capitaliste. Ces différents appels se rassemblent progressivement sous la bannière de la transition juste. Le reste du présent document se concentre sur le développement de cette idée.



Photo credit: Cooperation Jackson 2022



Qu'est-ce qu'une transition juste ?

D'où provient ce concept ?

L'expression « transition juste » remonte aux luttes syndicales et communautaires menées en Amérique du Nord. Le concept a été forgé par des syndicats et des groupes de justice environnementale, enracinés dans des communautés ethnici-sées à faible revenu qui se sont mis d'accord sur la nécessité d'éliminer progressivement les industries qui nuisaient aux travailleurs et travailleuses, à la santé de la communauté et à la planète. Ces groupes ont voulu offrir aux travailleur-euses des voies équitables de transition vers d'autres emplois de meilleure qualité d'une part, et correctement rémunérés d'autre part.

Dès le début, les responsables de la coordination de ces mouvements ont insisté sur l'importance de placer la justice sociale au centre de la transition. La transition juste ne se limite pas à garantir des emplois décents aux travailleurs et travailleuses des industries nuisibles. Il fallait aussi agir de concert et de manière solidaire avec les communautés les plus exposées, dont celles vivant aux abords de ces industries, afin de combattre le racisme environnemental.

Tony Mazzocchi et d'autres membres du Syndicat international des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'atome (OCAW) [ont développé les concepts](#) qui sous-tendaient et préparaient celui de transition juste dans les années 1970. Le terme de transition juste a été inventé dans les années 1990 pour décrire ce travail en cours de réalisation. En tant que dirigeant d'un syndicat de travailleurs et travailleuses manipulant des matériaux toxiques, Mazzocchi a compris l'impact que cette activité avait sur leur santé et sur l'environnement. Il s'est réuni avec d'autres mouvements et acteurs afin d'élaborer des politiques sociales et économiques aptes à conduire à une transition juste, d'une société dépendante des produits dangereux vers une société plus sûre et moins toxique. Au départ, l'OCAW, les mouvements de justice

environnementale et les organisations environnementales traditionnelles ne parvenaient pas à se mettre d'accord. Les tactiques adoptées par certains militants antinucléaires, telles que l'intrusion dans des installations nucléaires et la dégradation de biens, mettant en danger la sécurité des travailleurs et travailleuses, ont provoqué d'importantes divisions entre les mouvements, alors que des luttes communes auraient été possibles.

Comment la transition juste est-elle devenue un concept majeur dans l'organisation transnationale ?

Au milieu des années 1990, l'OCAW s'est rapproché des dirigeant·e·s des mouvements de justice environnementale pour tenter d'établir des ponts entre les travailleur·euse·s, les communautés majoritairement autochtones, noires et latino-américaines vivant à proximité des installations, et les communautés autochtones dont les territoires étaient directement touchés par ces installations. Ces dirigeant·es comprenaient des personnes issues des syndicats et des organisations de travailleurs et travailleuses.

Tom Goldtooth, de l'*Indigenous Environmental Network* (Réseau autochtone pour la défense de l'environnement), Richard Moore, du *Southwest Network for Environmental and Economic Justice* (Réseau du Sud-Ouest pour la justice environnementale et économique), Pam Tau Lee, de l'*Asian Pacific Environmental Network* (Réseau pour la défense de l'environnement de la région Asie Pacifique), Connie Tucker, du *Southern Organizing Committee* (comité d'organisation du sud), et Ruben Solis, du *Southwest Workers Union* (Syndicat des travailleurs du Sud-Est), ont entamé une série de réunions avec Les Leopold, du Labor Institute, et Joe Anderson, puis Bob Wages, de l'OCAW, afin de trouver le moyen d'appréhender ensemble l'impact dévastateur de la contamination de l'environnement, et d'explorer des idées et des approches pour passer à des moyens de production jugés plus sains et plus durables sur le plan environnemental. Ces discussions ont abouti à la création de la Just Transition Alliance (JTA), sous la direction de Dr. Jenice View et de Jose Bravo, qui reste à ce jour un puissant vecteur de mobilisation.

Alors que le concept de transition juste se développait en Amérique du Nord, les mouvements mondiaux faisaient face à des défis analogues. Les luttes contre les mines, les barrages et autres projets d'extraction, les nouvelles formes de dépossession, la dégradation des droits des travailleur·euse·s et les pratiques commerciales internationales abusives ont généré de nouvelles alliances entre les mouvements syndicaux, féministes, paysans, étudiants et environnementaux. Des discussions sur les alternatives au modèle actuel ont ainsi été lancées sous des bannières telles que « *un autre monde est possible* » ou « *un monde où plusieurs mondes ont leur place* ». Tout au long des années 1990 et au début du vingt-et-unième siècle, divers mouvements se sont efforcés de se réunir autour d'espaces de discussion communs afin de développer des outils analytiques et des programmes d'action mutuels.

Ces discussions ont fini par porter leurs fruits. Les mouvements de longue date en faveur de la justice environnementale ont renforcé leurs alliances et approfondi leurs analyses communes, de même que l'ont fait les mouvements anti et altermondialistes. Alors que l'opposition à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et au régime néolibéral de commerce et d'investissement s'intensifiait dans le monde entier, les entreprises et les gouvernements du Nord se sont emparés des négociations internationales sur le climat comme d'un espace où ils pouvaient faire avancer le programme néolibéral des entreprises. En réponse, les mouvements ont développé une conscience nouvelle et approfondie des relations entre le régime commercial dominant et la destruction de l'environnement, ainsi qu'une approche systémique plus forte, considérant dès lors les luttes économiques, politiques et environnementales comme intégralement liées. S'appuyant sur les connaissances acquises par les mouvements contre la mondialisation et pour l'altermondialisation, les organisations de justice climatique et les syndicats ont commencé à intervenir dans les négociations internationales sur le climat, en confrontant les entreprises et les États.

L'une des interventions les plus déterminantes des syndicats internationaux a eu lieu lors de la quinzième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 15) à Copenhague en 2009, où la Confédération syndicale internationale (CSI) a transmis un message explicite en faveur de la transition juste¹¹. Sur base de la primordialité de changements radicaux

s'avérant toujours de plus en plus nécessaires pour faire face au changement climatique, les syndicats ont défendu les droits des travailleur·euse·s, insistant alors sur la nécessité de veiller à ce qu'ils et elles ne supportent pas les coûts de la transformation. Ce plaidoyer a abouti à l'inclusion du vocable « transition juste » dans le préambule de l'Accord de Paris de 2015.

Plus récemment, les communautés de première ligne ont commencé à élargir l'analyse de la transition juste au-delà des besoins des travailleur·euse·s pour inclure les droits et les besoins des communautés vulnérables partout dans le monde. Ces discussions ont permis d'élaborer une analyse plus explicite de la manière dont les différents types d'oppression (race, classe, sexe, etc.) se croisent et sont ancrés de manière interdépendante dans le système économique, social et politique actuel.



Photo credit: Nadir Bouhmouch

Développer une vision plus large de la transition juste aux États-Unis

Au cours de l'été 2013, *Grassroots Global Justice Alliance* et *Movement Generation* ont collaboré avec plus de trente organisations aux États-Unis pour lancer la *Climate Justice Alliance* et la campagne *Our Power* (« *Our Power Campaign* »), une initiative nationale visant à réorienter les priorités économiques du pays pour qu'elles délaissent les énergies extractives et sales. Cette initiative comprend des campagnes pilotes initiées dans le Michigan, le Mississippi, l'Arizona, la Californie, le Kentucky et près de cinquante autres communautés concernées. Ancrée dans la stratégie de transition juste, la campagne *Our Power* s'attaque directement aux pires effets résultants de l'économie extractive, notamment la destruction des sommets des montagnes, l'incinération des déchets toxiques ainsi que les problèmes causés par les raffineries de pétrole. En même temps, elle cherche à mettre en place des alternatives locales et à soutenir les demandes qui réorientent les ressources de l'État vers le zéro déchet, les systèmes alimentaires régionaux, les transports publics, l'énergie communautaire propre, les logements efficaces, abordables et durables, et la restauration des écosystèmes. Elle lutte pour la réorientation des ressources vers les communautés locales qui veulent construire des économies basées sur l'interdépendance, la responsabilité envers la Terre Mère et la prise de conscience vis-à-vis des limites écologiques dont nous alerte la nature.

La mobilisation autour du climat s'est renforcée et les discussions sur le « changement de système » se sont multipliées, notamment en Amérique latine. Le Sommet des peuples, qui s'est tenu parallèlement au sommet de la Terre Rio +20 en 2012, a aidé les mouvements à articuler l'interconnexion qui existe entre la destruction économique et la destruction environnementale, mais aussi à vulgariser une analyse

basée sur les « vraies causes », les « fausses solutions » et les « vraies solutions ». Ces dernières reposent sur le pouvoir, l'ingéniosité et la solidarité, tandis que les fausses solutions reposent sur le pouvoir des entreprises et les solutions technologiques. La participation et la présence des syndicats, des organisations de travailleuses et des communautés au sein de cet espace fondamental, a permis d'y introduire le concept de transition juste.

La transition juste est ainsi de plus en plus reconnue par divers mouvements comme un cadre unificateur puissant. De nombreux acteurs pensent qu'elle peut aider à renforcer les alliances stratégiques et à mieux analyser les structures de pouvoir complexes qui bloquent le changement transformateur nécessaire à mettre en place au niveau mondial.

Comment la transition juste est-elle récupérée pour soutenir les affaires courantes ?

Alors que l'expression « transition juste » se répand, elle est soumise à des résistances multiples et des acteurs puissants *tentent de la redéfinir* en fonction de leurs propres intérêts. L'inclusion du vocable dans le *préambule de l'Accord de Paris* de 2015 a suscité l'intérêt de nombreux nouveaux acteurs. Cette inclusion était le résultat d'un plaidoyer de la part des mouvements anti et altermondialistes ainsi que du mouvement syndical international. Elle témoigne de la pertinence et du pouvoir croissants de ce concept. Néanmoins, les *entreprises* et les gouvernements qui tirent profit d'une compréhension restrictive de la transition juste, n'ont pas tardé à faire déferler de *nouvelles interprétations*, leur permettant de justifier la poursuite des activités habituelles, voire l'intensification des activités extractives, le tout enrobé d'un « écoblanchiment » outrancier.

La transition dirigée par les entreprises qu'envisagent bon nombre de ces acteurs contraste fortement avec les visions du changement développées par les mouvements cités précédemment. Depuis le début des années 2010, des groupes essentiels au sein des mouvements pour la justice climatique ont développé des analyses de plus en plus pointues sur la signification réelle d'une transition juste, sur les changements systémiques qu'elle doit inclure et sur les manières de la faire progresser. Comme nous l'avons vu plus haut, ces visions considèrent que la justice

sociale doit être au cœur du projet de transition juste et que les problèmes engendrés par l'économie extractive et basés sur les combustibles fossiles ne peuvent être résolus sans combattre les formes d'inégalité et d'oppression systémique fondées sur le sexe, la race et la classe sociale qui les caractérisent.

D'autre part, les groupes de réflexion, les organisations sociales néolibérales, les sociétés transnationales et la plupart des gouvernements de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) défendent une vision étroite de la transition juste, centrée sur la création de « solutions axées sur le marché », sur le développement et le déploiement de nouvelles technologies « neutres en carbone », sur la *mise en œuvre de projets technologiques* visant à capturer le carbone atmosphérique et à le restituer sur Terre (contre rémunération), et sur l'incitation des peuples autochtones, des travailleur-euse-s, des femmes, des communautés de première ligne et des nations du Sud à s'engager dans ces solutions et à les promouvoir. Cette vision soutient des solutions technologiques mises en œuvre par le biais d'incitations commerciales, avec peu, voire aucune analyse de la manière dont elles pourraient affecter la dynamique du pouvoir, non seulement au niveau d'une communauté locale mais aussi à l'échelle mondiale. En d'autres termes, elle repose sur des hypothèses tacites selon lesquelles les problèmes de dégradation de l'écosystème mondial sont en grande partie liés à l'utilisation de mauvaises technologies (particulièrement à de mauvaises sources de carburant), et que les solutions peuvent et doivent être mises en œuvre à travers les structures et systèmes économiques existants (marchés, travail salarié, etc.).

Une telle perspective relègue la justice sociale au rang de « complément » dans la lutte contre les calamités du changement climatique. Plutôt que de s'attaquer aux relations de pouvoir inégales qui régissent le système mondial actuel, elle incite ceux qui détiennent les rênes à adopter volontairement des mesures d'autocorrection. Les solutions proposées doivent donc présenter un intérêt pour ces acteurs, leur permettre de continuer à faire du profit, en spéculant par exemple sur les marchés du carbone ou en produisant des énergies « renouvelables » à grande échelle. En substance, cette vision de la transition juste est celle d'une adaptation et non d'une transformation.

Certains acteurs vont plus loin, considérant la crise climatique et les réponses qui y sont apportées comme des opportunités pour intensifier l'extractivisme et repousser davantage les limites au profit. Dans certains cas, cette approche est liée au renforcement des tendances autoritaires, les entreprises collaborent avec les gouvernements et utilisent la menace du chaos climatique pour imposer des projets à grande échelle aux populations pauvres et marginalisées, dans le cadre des efforts déployés pour répondre au changement climatique. Dans ce cas, il s'agit notamment de projets d'énergie dite renouvelable à grande échelle, comme les barrages hydroélectriques ou les parcs éoliens qui déplacent les communautés locales, ou encore de projets d'extraction visant à fournir des minerais de terres rares pour les panneaux solaires et les éoliennes, d'expériences irresponsables de géo-ingénierie et de projets qui délogent de force peuples autochtones, habitant·e·s des forêts, petit·e·s éleveur·euse·s, pêcheur·euse·s et paysan·ne·s de leurs terres et territoires. Sans une volonté de rendre le pouvoir à ces acteurs, la peur du chaos climatique peut être utilisée pour favoriser de nouvelles formes d'exploitation et de profit.

C'est l'une des raisons pour lesquelles une vision large de la transition juste, axée tant sur la justice sociale que sur la nécessité d'un changement systémique - plutôt que sur des ajustements ou des réformes du système capitaliste mondial existant - est essentielle. Elle fait valoir que pour que les êtres humains puissent entretenir des relations saines, entre eux et avec la Terre Mère, nous devons transformer le système de fond en comble. *Climate Justice Alliance* (CJA), un mouvement international basé aux États-Unis, a formulé l'une des visions les plus claires de ce type. La CJA définit la *transition juste* comme « un ensemble de principes, de processus et de pratiques fondés sur une vision, unificatrices et locales, qui renforcent le pouvoir économique et politique afin de passer d'une économie extractive à une économie régénérative. Cela implique d'aborder les cycles de production et de consommation de manière holistique et sans gaspillage. La transition elle-même doit être juste et équitable, en réparant les préjudices passés et en créant de nouvelles relations de pouvoir pour l'avenir par le biais de réparations. Si le processus de transition n'est pas juste, le résultat ne le sera jamais. La transition juste décrit à la fois où nous allons et comment nous y arrivons ».

Nous ne pouvons pas y parvenir sans transformer les relations de pouvoir qui régissent le système actuel. Le capitalisme n'est pas le seul système d'oppression à endiguer, il ne fonctionne pas en vase clos par rapport aux autres systèmes d'oppression : le colonialisme, le patriarcat, l'impérialisme et la suprématie blanche sont autant d'autres systèmes à renverser pour qu'une transition juste puisse voir le jour. Si chacun de ces systèmes possède sa propre dynamique et ses propres méthodes d'application, ils sont cependant tous interconnectés et interdépendants.

Comment construire une transition juste ?

Ainsi, si une transition juste implique la transformation démocratique du système mondial capitaliste en système mondial régénérateur, fondé sur la justice sociale et environnementale, le féminisme, la lutte contre le racisme et la pleine réalisation des droits humains et du respect du caractère sacré de la Terre Mère, à quoi ressemble cette transition dans la pratique ? Nous proposons huit « planches » programmatiques non négociables qu'une transition juste, selon nous, DOIT inclure, afin d'apporter une réelle transformation. Cependant, ces éléments ne sont pas exhaustifs et les communautés et mouvements du monde entier, continuent d'élaborer les principes fondamentaux des transitions justes.

Décolonisation et rétablissement de la souveraineté des peuples autochtones

La décolonisation appelle les États-nations du monde entier à respecter, protéger et réaliser les droits des peuples autochtones et traditionnels, elle aspire à placer les droits et la dignité de tous les peuples au centre de l'élaboration des politiques. Elle exige également que les pays colonisés soient libres de se développer et de réaliser pleinement leur propre autodétermination, leur souveraineté et leur vision du développement, sans interférence coloniale ni impérialiste, en bénéficiant de réparations et de restitutions justes. Cela inclut, sans s'y limiter, la restauration de la souveraineté autochtone sur les terres traditionnelles. Dans le même temps, les communautés traditionnelles, paysannes, de pêcheur-euse-s, d'éleveur-euse-s, afro-descendantes et autres communautés marginalisées qui vivent souvent en étroite relation avec la terre, les océans, les territoires et les écosystèmes traditionnels doivent également être reconnues et autorisées à participer pleinement

aux décisions qui ont un impact sur leur vie, ainsi que sur les territoires et les ressources dont elles dépendent.

Les peuples autochtones ont également entrepris leurs propres processus de réflexion sur la transition juste du point de vue de leurs connaissances ancestrales et de leurs engagements politiques fondamentaux - en Amérique du Nord, par exemple, les *Indigenous Principles of a Just Transition* (« Principes autochtones pour une transition juste ») ont été élaborés. Des programmes politiques reconnaissant les connaissances, les droits et l'action politique des communautés autochtones et traditionnelles vivant dans des relations plus étroites et plus durables avec la nature, sont essentiels au rétablissement des écosystèmes, des sols, des bassins versants et des aquifères, à la revitalisation de la biodiversité, au rééquilibrage du cycle du carbone, ainsi qu'à la construction d'une société juste dans sa relation avec la Terre.

Réparations et restitution

Sans justice sociale, la transition énergétique ne sera qu'un moyen d'écologiser le *statu quo* capitaliste. Pour être juste, une transition doit traiter et réparer les dommages historiques perpétrés par le pillage à grande échelle des territoires et des peuples colonisés. Colonialisme, génocide, asservissement et impérialisme sont des crimes contre l'humanité qui exigent réparation et restitution. Dans certains contextes locaux et nationaux, d'autres dommages historiques nécessitent également d'être réparés.

Diverses réparations peuvent être envisagées : le rétablissement de la souveraineté des communautés autochtones et traditionnelles dans l'ensemble des Amériques ; la mise à disposition de terres que les Afro-descendants pourront gérer avec le consentement des autochtones ; le rapatriement du patrimoine culturel volé et/ou l'indemnisation des connaissances traditionnelles appropriées à des fins lucratives ; la reconnaissance de la contribution essentielle de toutes les travailleuses à la société ; l'abolition des dettes injustes imposées aux nations colonisées pour perpétuer les relations de pouvoir coloniales ; la fin des flux de capitaux illicites des pays du Sud vers les pays du Nord ; la fin des régimes commerciaux déséquilibrés et injustes qui continuent à marginaliser les pays colonisés ;

le transfert de compensations financières et de technologies à tous les peuples colonisés, réduits en esclavage ou soumis à la domination, au pillage ou à la violence de l'Europe ; une juste évaluation ainsi qu'une juste rémunération des soins et du travail reproductif. Ce flux de ressources financières réinjectées dans les économies et les segments de la société dont elles ont été spoliées peut contribuer à financer la transition mondiale nécessaire.

Solutions ancestrales et scientifiques

Il est essentiel de savoir comment, pourquoi et de qui nous tirons nos solutions relatives à la crise climatique. Nous devons d'abord apprendre des peuples et des communautés qui ont la plus longue expérience de gestion de terres saines, propices aux cultures vivantes. Les communautés autochtones et traditionnelles détiennent des connaissances acquises et transmises de génération en génération, s'appuyant sur des milliers d'années d'observation et de cohabitation avec les êtres de leur environnement. Les peuples traditionnels pratiquant la pêche, l'agriculture et l'élevage dans le monde entier ont également construit leurs propres modes d'apprentissage et un riche corpus de connaissances sur le monde naturel.

Ces connaissances doivent être soutenues par des observations et des méthodologies scientifiques, afin de produire des résultats à l'échelle mondiale. Depuis des siècles, les peuples autochtones alertent le monde sur les perturbations générées par le capitalisme. La science réaffirme ces avertissements depuis plus d'un siècle. Les deux traditions appellent, depuis des décennies, à des solutions transformatrices. Pour construire le type de connaissances dont nous avons besoin pour transformer le monde, il est essentiel d'amener les différentes traditions de savoir et de sagesse à dialoguer les unes avec les autres. Pour ce faire, nous devons questionner de manière critique les connaissances et les technologies, nous demander à quoi et à quels intérêts elles servent, mais aussi qui bénéficie de leur utilisation. La compréhension scientifique doit être développée de manière à respecter, renforcer et apprendre de manière fine des connaissances autochtones, locales et traditionnelles du monde entier. Cette transformation de notre mode de connaissance, parfois appelée « justice épistémique », est fondamentale à la concrétisation d'une transition juste.

Agroécologie, souveraineté alimentaire et réforme agraire

L'agroécologie est la science de l'agriculture durable basée sur des pratiques agricoles millénaires et vitales capables de produire protéines, fibres et fruits nécessaires à la consommation humaine, tout en garantissant l'harmonie avec les écosystèmes locaux. C'est aussi, *selon les termes du Forum Nyeleni sur l'agroécologie*, « une forme de résistance majeure à un système économique qui place le profit avant la vie ». L'agroécologie est fondamentalement politique et axée sur la justice. Elle cherche à apprendre de la nature et s'appuie sur la sagesse des cultures autochtones, des pêcheur·euse·s traditionnel·le·s, des paysan·ne·s et des éleveur·euse·s, et d'autres personnes qui vivent depuis des siècles en étroite relation avec la terre, les océans, les territoires et leurs habitants non humains. Communément décrite comme « une science, une pratique et un mouvement », l'agroécologie rassemble différents peuples du monde pour défendre une façon de produire l'alimentation et de fonder les relations avec la terre sur un principe de restauration plutôt que sur l'extraction.

La production alimentaire agroécologique permet de réduire considérablement l'utilisation des combustibles fossiles et les émissions liées à l'activité productive d'aliments, d'éliminer les engrais toxiques et de contribuer à la restauration d'écosystèmes diversifiés et florissants. Mais elle est aussi bien davantage qu'un ensemble d'outils ou de techniques : « *L'agroécologie est politique ; elle nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés* ». Ainsi, l'agroécologie est inextricablement liée aux luttes actuelles pour la souveraineté alimentaire et pour la protection des territoires et des communautés rurales dans le monde. La défense de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie dans les territoires où elles sont encore pratiquées, ainsi que la transformation des systèmes alimentaires industrialisés, là où ils sont actuellement dominants, constituent les piliers d'une transition juste.

Reconnaissance des droits à la terre, à l'alimentation, aux écosystèmes et aux territoires

Une réforme agraire redistributive à grande échelle et planétaire est indispensable à la réalisation d'une transition juste. Considérer la terre, l'eau, les forêts et les océans comme des marchandises, ou comme des « ressources » qui attendent passivement d'être exploitées à des fins financières, est une cause majeure de la crise actuelle. Tout au long de l'histoire et à travers les pratiques de nombreuses sociétés autochtones, traditionnelles et alternatives, des systèmes ont été mis en place pour gérer collectivement l'accès des populations à la terre, ainsi que d'autres moyens de subsistance justes et durables. Au lieu de considérer la terre comme une propriété privée dont on est libre de faire ce que l'on veut, les communautés, les États et les groupes d'individus peuvent tout à fait gérer collectivement et démocratiquement les ressources, en étant encadrés par de nombreuses structures juridiques différentes.

Les « *communs* » - la terre, l'eau, l'air, le sol ou le patrimoine naturel gérés collectivement et auxquels de nombreuses personnes d'une communauté ont le droit d'accéder et d'utiliser de manière spécifique – constituent un modèle pour repenser nos relations avec la terre. Une transition juste exige d'explorer de manière créative différentes façons de gérer collectivement et démocratiquement les ressources, et de dépasser le modèle de « propriété absolue » qui a permis aux propriétaires supposé-e-s de la terre et des autres ressources d'exploiter et de détruire la terre avec peu voire avec aucune responsabilité envers la communauté au sens large du terme. Parce que la répartition actuelle des terres dans le monde est à ce point injuste, nous devons également réfléchir en profondeur aux principes qui peuvent guider la réforme foncière. Les principes fondamentaux de « reconnaissance, restitution, redistribution, régénération et représentation » (*les « 5R »*) constituent un ensemble de principes qui peuvent façonner et guider le type de réforme foncière à-même de soutenir une transition juste.

De la même manière que les ressources physiques du monde doivent être démarchandisées, gérées collectivement et partagées équitablement, la gestion des connaissances et des ressources génétiques doit également être transformée. Les régimes de propriété intellectuelle ont contribué à convertir le patrimoine

intellectuel de toute l'humanité et de l'ensemble de la biodiversité de la planète en propriété privée. Cette privatisation doit être inversée.

Coopératives, production sociale et publique

L'un des objectifs essentiels d'une transition juste est de transformer le travail et de donner aux gens la possibilité d'exercer un travail utile, décent et de qualité. Comme l'a montré la crise de la COVID-19, les travailleur·euse·s dit·e·s essentiel·le·s sont au cœur de la production. Leur travail permet à notre société de fonctionner. Or, ils et elles travaillent souvent dans des conditions dangereuses, insalubres et dégradantes. Ces travailleur·euse·s disposent d'une sécurité limitée et n'ont que très peu voire aucun contrôle sur leur propre travail. Il est indispensable de remédier à la division fondamentale qui sépare les personnes qui travaillent de celles qui profitent du travail d'autrui, en reconnaissant les droits du travail et en créant une société dans laquelle toute personne peut faire usage de ses compétences.

Les coopératives détenues, contrôlées et gérées directement par les travailleur·se·s sont un moyen de transformer les relations d'exploitation et de hiérarchie qui caractérisent de nombreux lieux de travail aujourd'hui. Combinées à d'autres pratiques de solidarité et d'entraide - comme les banques de temps, les fiducies foncières communautaires ou fonds d'investissement foncier communautaire, les rencontres de troc ou d'échange, et les banques à taux zéro -, ces pratiques contribuent à jeter les bases d'un nouveau type d'économie. Parfois, la *propriété publique* peut également jouer un rôle déterminant en détournant la production des systèmes et le processus axés sur le profit et la croissance. La dé-privatisation et la propriété publique peuvent être des moteurs essentiels de changement, notamment dans les *systèmes énergétiques*, où les modèles axés sur le profit bloquent actuellement la transformation.

Les travailleur·se·s d'aujourd'hui ont un rôle primordial à jouer dans la façon dont ils et elles travailleront à l'avenir. Des actions syndicales telles que la *grève sans précédent des travailleur·euse·s de General Electric* réclamant que la production soit réorientée pour fournir les ventilateurs nécessaires au traitement des patient·e·s durant la pandémie de COVID-19, illustrent de manière frappante le désir des personnes de faire un travail utile pour le bien commun. De même, les mobilisations

de masse du mouvement des agriculteur·ice·s indien·ne·s dévoilent de nouvelles possibilités d'alliances assurant des vies et des moyens de subsistance décents, dans de multiples formes de travail. La transition juste doit mettre les intérêts et les aspirations des travailleur·se·s du monde entier - y compris ceux et celles qui travaillent dans des situations informelles, non rémunérées, précaires, non syndiquées ou illégales - au centre de la lutte pour un travail significatif dans une relation régénératrice avec la nature.

Répartition équitable du travail reproductif

Au cœur de la lutte pour un travail significatif et durable se trouve la reconnaissance indispensable du rôle que le travail « reproductif », souvent non rémunéré, joue dans le maintien de notre société. Qu'il s'agisse d'élever des enfants ou de prendre soin des personnes âgées, de nourrir une famille ou de soigner un travailleur ou une travailleuse malade, d'entretenir un jardin ou de se défendre contre une catastrophe environnementale, le travail reproductif est essentiel à notre survie. Or, ce travail est rarement reconnu et ses bénéfices souvent accaparés par les employeurs qui surexploitent les personnes, s'appuyant sur une main-d'œuvre gratuite, souvent des femmes et des personnes non conformes au genre, pour combler l'écart qui subsiste entre les salaires versés et les prérequis d'une vie décente. Les stratégies de survie des personnes sont exploitées comme sources de profits supplémentaires pour les employeurs. Le travail de reproduction sociale et de soins doit cesser d'être marginalisé et exploité et être placé, au contraire, au centre de notre société.

On ne peut bâtir une transition juste sur le travail extorqué à des personnes marginalisées, que ce soit en raison de leur identité sexuelle ou pour toute autre raison. Une transition juste exige une profonde remise en question de la manière dont notre société distribue les tâches fondamentales nécessaires à l'entretien de nos corps, de nos familles, de nos cultures et de notre planète. Les personnes de tout genre et de toute orientation sexuelle doivent avoir la possibilité de réaliser leur plein potentiel en tant qu'êtres humains. Et cela ne sera possible que si nous mettons tout en œuvre pour surmonter les structures patriarcales et sexistes qui rejettent ou sous-évaluent systématiquement le travail reproductif et le délèguent de manière disproportionnée aux membres les plus vulnérables de la société. Cela exige en même temps de réévaluer la valeur de ce travail vital. Une transition juste

exige de reconnaître que ces processus de survie individuelle, communautaire et planétaire devraient être au centre de notre société, plutôt que de servir de subvention invisible aux services des bénéficiaires colossaux que se font les entreprises.

Au-delà de la croissance économique sans fin

Nous produisons aujourd'hui plus de nourriture et de produits de base qu'il n'en faut pour répondre aux besoins fondamentaux de tous les êtres humains. Le problème fondamental est que leur répartition est totalement inégale. Des populations entières n'ont pas les moyens de consommer ce dont elles ont besoin pour survivre, tandis que le système économique vise à susciter constamment de nouvelles envies, à augmenter la consommation de ceux et celles qui ont les moyens financiers de le faire, et à en encourager d'autres à tirer profit de la vente des produits de base.

Nous devons transformer à la fois les biens que nous produisons et la manière dont nous les produisons pour répondre démocratiquement aux véritables besoins humains, et non au désir du profit. À l'échelle mondiale, il est quasi certain qu'un programme de production juste, démocratique et équitable nécessitera une réduction spectaculaire de la consommation matérielle dans les pays du Nord, en particulier de la part des couches aisées de ces pays. Dans ce domaine, on peut faire beaucoup en développant la richesse publique plutôt que la richesse privée - des bibliothèques plutôt que des librairies, des villes vivables et des parcs publics plutôt que des escapades de luxe pour les très riches, et un enseignement pertinent pour toutes et tous, plutôt que la privatisation du savoir.

Pendant ce temps, ceux et celles qui luttent pour accéder aux moyens de survie - y compris les personnes marginalisées et opprimées au Sud et au Nord - pourront consommer davantage, tout en bénéficiant de nouveaux biens publics. Une production qui vise à répondre aux besoins de chaque être humain, tout en maintenant des relations respectueuses avec les autres êtres vivants et les écosystèmes, nous permettrait de nous éloigner de la logique destructrice selon laquelle les marchés économiques devraient croître à tout prix afin qu'une minorité de personnes puissent en bénéficier. Cette logique, qui exige une croissance infinie sur une planète finie, doit être dépassée et même inversée, pour enfin donner priorité aux besoins des personnes et des écosystèmes.



Comment les communautés mettent-elles en pratique les diverses visions relatives à la transition juste ?

Dans le monde entier, différentes communautés explorent et développent leurs propres visions de la transition juste. Cette section présente quelques études de cas, en mettant l'accent sur l'Amérique du Nord.

Cas 1 :

Le Green New Deal

Le concept et le cadre du « *Green New Deal* » (« Nouvelle donne verte », GND) sont nés d'une proposition radicale du *Green Party* (« Parti Vert ») au début des années 2000. Des militant-e-s de l'organisation des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) en ont adopté le cadre au milieu des années 2010 et l'une des membres de la DSA, Alexandria Ocasio-Cortez, l'a introduit dans le courant politique dominant en 2018, peu après son élection à la Chambre des représentants des États-Unis pour la quatorzième circonscription de New York. Les mouvements façonnant des stratégies de transition juste ont été sensibles à l'appel à une nouvelle donne écologique, dans la mesure où cette initiative affirmait que toute réponse réelle à la crise climatique exigeait de transformer de fond en comble le caractère extractiviste et exploitant de l'économie dans son ensemble.

Si l'approbation de la résolution relative au *Green New Deal* a représenté un progrès majeur, transposer ce cadre général en une injonction pour le gouvernement exigera un mouvement social suffisamment puissant pour être capable d'inverser la

balance du pouvoir, tant au niveau productif que politique. Il faut notamment parvenir à diminuer le pouvoir disproportionné de l'industrie pétrochimique, sans quoi cette nouvelle donne sera diluée en un vulgaire outil de blanchiment écologique.

Contre un tel scénario, les organisations qui représentent les communautés de première ligne, et particulièrement les communautés de la classe ouvrière celles opprimées de tous temps, doivent en mener le développement et la mise en œuvre. Ces organisations ont déjà joué un rôle de premier plan dans les discussions sur le *Green New Deal*, en apportant un contenu concret et de solides analyses critiques.

L'Alliance *It Takes Roots* (ITR) est l'une des forces majeures qui incarne ce rôle complexe. Elle représente les communautés noires, autochtones et de couleur (BIPOC) de première ligne à travers les États-Unis, le Canada, la Micronésie et Porto Rico. Ses membres comprennent la *Climate Justice Alliance* (CJA), la *Grassroots Global Justice Alliance* (GGJ), l'*Indigenous Environmental Network* (IEN) et la *Right to the City Alliance* (RTTC). *It Takes Roots* a contribué à la mise en place de la *United Frontline Table*, qui a élaboré le document « *People's Orientation to a Regenerative Economy* » (« Orientation populaire vers une économie régénérative »). Ce document a donné lieu à plus de quatre-vingts interventions politiques aux niveaux local, étatique, national et tribal. Le document présente un vaste programme de revendications sous la forme de quinze planches pour une économie régénérative qu'un Green New Deal pourrait créer si ce type de lutte pour une réforme structurelle à grande échelle s'avérait véritablement ancré dans la quête de justice pour les travailleur·euse·s, les communautés de première ligne et l'environnement. Chacune des interventions politiques est regroupée en quatre positions principales :

- 1 **Protéger** : les solutions doivent protéger, et non endommager, l'air, la terre, l'eau, les êtres vivants et les communautés.
- 2 **Réparer** : les solutions doivent réparer les préjudices passés et présents de l'économie extractive.
- 3 **Investir** : les solutions doivent transférer les investissements non extractifs et équitables vers les communautés et les travailleur·euse·s de première ligne.
- 4 **Transformer** : les solutions doivent fournir les bases nécessaires à la transformation des relations et des structures garantissant le respect, l'équité et la justice.

Les interventions des mouvements populaires de première ligne autour du *Green New Deal* sont essentielles car, comme nous l'avons évoqué, de nombreux acteurs utilisent le terme de transition juste sans pour autant songer à une véritable justice. Des initiatives capitales au niveau infranational - comme *Just Transition Alaska*, le *Green New Deal* de l'Oregon, le *Green New Deal* de la Californie, une *loi visant à établir un Green New Deal pour le Maine* et la *Gulf South for a Green New Deal Coalition* dans onze États du Sud - contribuent également à stimuler et à façonner le changement. Tout effort sérieux de *Green New Deal* ancré dans une transition juste vers une économie régénératrice doit être un processus inclusif, ascendant et local.

Cas 2 :

Coopération Jackson et le plan de transition juste de Jackson

Jackson est une ville en crise. *Comme l'a décrit l'administration* du défunt maire Chokwe Lumumba : « Jackson, comme de nombreux centres urbains, lutte pour surmonter des décennies de désinvestissement économique, de désindustrialisation, de fuite des banlieues, de déclin des recettes fiscales, de sous-emploi, de chômage chroniques, d'écoles peu performantes et d'infrastructures vétustes et délabrées ». Jackson est aussi confrontée à de nombreux problèmes de racisme environnemental qui donne lieu à une crise sanitaire permanente et des violations continues des droits humains. Malheureusement, cette ville est aussi l'une des principales responsables du changement climatique dans l'État du Mississippi, en raison de la manière dont elle reçoit et consomme son énergie, car les principales industries de la ville et de ses environs dépendent du transport routier, ferroviaire et aérien des marchandises.

Pour améliorer la qualité de vie de cette ville, de ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, il est nécessaire de mettre fin aux crises environnementales, climatiques et des droits humains qui se superposent et auxquelles les habitant·e·s sont confronté·e·s. Grâce au projet *Coopération Jackson*, on estime qu'il est possible de résoudre ces crises en organisant les communautés dans le dessein d'exécuter

un programme complet qui protégera l'environnement, réduira les émissions de carbone, stimulera l'emploi et réalisera démocratiquement la richesse et l'équité.

Ce programme global est considéré comme un programme de transition juste visant à mettre fin à la dépendance systématique à l'égard de l'industrie des hydrocarbures et du besoin de croissance sans fin, induit par le capitalisme sur une planète aux ressources limitées. Il ambitionne ainsi de créer une nouvelle économie démocratique centrée sur des méthodes de production et de distribution durables, plus locales, et détenues et contrôlées de manière coopérative. La contribution spécifique de *Cooperation Jackson* à un programme de transition juste est la *Sustainable Communities Initiative* (« Initiative des Communautés Durables »), qui a trois composantes principales :

1. Les coopératives vertes

L'intention est de créer un écosystème coopératif capable de se renforcer et de s'appuyer sur lui-même. Avec trois coopératives à ce jour, une chaîne de valeur a été créée : *Freedom Farms* produit des aliments vendus et consommés localement, dont les déchets sont utilisés par la *Green Team* pour créer un compost organique qui retourne à la ferme. C'est un exemple parmi d'autres du type d'entreprises et de systèmes durables mis en place par l'initiative.

2. Construire un éco-village

L'éco-village a pour objectif de construire une communauté de travail durable à West Jackson. Il est prévu que l'éco-village soit situé sur une fiducie foncière communautaire (CLT) créée par *Cooperation Jackson*, et contrôlée par les résidents de West Jackson qui en assureront la protection. Il doit fournir des logements coopératifs abordables et des emplois par le biais d'un certain nombre d'entreprises coopératives intégrées et interdépendantes au sein de la communauté, notamment des fermes urbaines, des opérations de compostage, des services de garde d'enfants, l'installation et l'entretien de systèmes solaires thermiques, la sécurité, les arts et la culture, ainsi qu'une épicerie.

3. Réforme des politiques pour une transition juste

La plus large composante de l'initiative de transition juste se concentre sur la mise en place de politiques freinant la destruction écologique et le changement climatique et encourageant la création d'emplois durables et d'entreprises coopératives dans la ville. L'objectif est de faire de Jackson la ville la plus écologiquement durable du Sud, voire du pays, en engageant le gouvernement municipal à mettre en place des politiques permettant à Jackson de devenir une ville zéro émission et zéro déchet d'ici 2030.

Cas 3 :

Transition juste en Afrique du Nord

Le désert du Sahara en Afrique du Nord est généralement décrit comme une immense terre vide. On le considère également et néanmoins comme un eldorado des énergies renouvelables qui offre à l'Europe l'énergie nécessaire à la poursuite d'un mode de vie et de consommation consumériste et extravagant. Ces récits trompeurs négligent les questions de propriété et de souveraineté et masquent les relations de domination mondiales actuelles qui facilitent le pillage des ressources, la privatisation des biens communs, la dépossession des communautés et les modes de gouvernance générateurs qui contrarient la transition énergétique.

Plusieurs exemples de la région nord-africaine montrent comment le colonialisme énergétique se reproduit même dans les transitions vers les énergies renouvelables, sous la forme d'un colonialisme vert ou d'un accaparement vert.

La centrale solaire de Ouarzazate, dans le sud du Maroc, lancée en 2016, n'a apporté aucun semblant de justice aux communautés agro-pastorales amazighes dont les terres ont été utilisées, sans consentement, pour une installation de trois mille hectares. De plus, le projet est un partenariat public-privé (PPP) financé par plus de neuf milliards de dollars d'emprunts auprès de la Banque mondiale et de la Banque européenne d'investissement, entre autres. Cette dette est couverte par des garanties du gouvernement marocain, ce qui signifie potentiellement une augmentation de la dette publique pour un pays déjà surchargé. Depuis son lancement en 2016,

le projet enregistre un déficit annuel d'environ quatre-vingt millions d'euros, couvert par les deniers publics. Enfin, le projet utilise l'énergie thermique à concentration (CSP), qui nécessite de grandes quantités d'eau pour refroidir le système et nettoyer les panneaux. Dans une région semi-aride comme Ouarzazate, détourner l'eau de l'alimentation et de l'agriculture représente une injustice absolue.

Au même moment, en Tunisie, les autorités poussent à la privatisation du secteur des énergies renouvelables et offrent d'énormes incitations aux investisseurs étrangers pour qu'ils produisent de l'énergie verte dans le pays, y compris pour l'exportation. La loi sur les énergies renouvelables autorise même l'utilisation de terres agricoles pour des projets d'énergie renouvelable dans un pays qui souffre d'une dépendance alimentaire aiguë. À qui sert réellement une telle transition énergétique ?

Dans toute la région, des acteurs étrangers poussent et soutiennent divers projets destinés à l'exportation, dans le but d'approvisionner l'Europe en énergie à faible coût. Ces projets donnent priorité à la sécurité énergétique de l'Union européenne tout en créant de nouvelles zones de sacrifice. L'engouement récent pour l'hydrogène vert constitue une nouvelle frontière franchie de ce type.

Une transition juste pour l'Afrique du Nord serait radicalement différente de cela. Elle serait axée sur les besoins des communautés locales, la fin des relations de dépendance avec l'Europe et d'autres puissances impérialistes, ainsi que sur la transformation fondamentale des politiques de la région qui doivent tendre vers un contrôle réellement démocratique des systèmes énergétiques (et des autres systèmes).

Cas 4 :

Le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB)

Le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) est né sous la forme d'un mouvement social visant à résister à la construction de grands barrages hydroélectriques au Brésil, qui déplacent familles et communautés. Jusqu'aux années 1990, cette lutte visait les entreprises d'État et se concentrait sur les problèmes individuels. Avec l'avancée du néolibéralisme, le mouvement s'est réorganisé en

un mouvement national, afin de construire un modèle énergétique différent : un système énergétique populaire dans lequel l'eau et l'énergie seraient contrôlées publiquement et communautairement, dans le but de redistribuer les richesses.

Partant de la nécessité de transformer l'ensemble du système, et pas seulement les sources d'énergie, les membres du mouvement ont ainsi développé une analyse critique des inégalités créées par le modèle énergétique au Brésil, qui avait engendré une forte concentration de richesses entre les mains du système financier international, et confronté ce modèle à la nécessité d'une transition énergétique. Le mouvement part du postulat qu'il est nécessaire, en tant que société, d'abord la politique énergétique qui organise et structure la production d'électricité pour que les technologies renouvelables (comme l'hydroélectricité) puissent apporter un changement aux structures injustes qui soutiennent le modèle brésilien. Ainsi, même si les énergies solaire et éolienne sont considérées comme des énergies propres, elles ne garantissent pas automatiquement un accès équitable à l'énergie, ni une distribution juste des richesses. C'est pourquoi le mouvement se concentre sur les questions fondamentales que sont : De l'énergie pour quoi faire ? Et pour qui ?

Le cas du Brésil illustre comment un système énergétique reposant sur le contrôle du secteur privé, dominé par le capital financier et des institutions dirigées par et pour le capital, ne sert pas la population. Les entreprises énergétiques brésiliennes ont adopté un système tarifaire qui privilégie les plus privilégiés et punit la population avec des prix absurdemment élevés. Si un changement de sources d'énergie est important, il n'est pas suffisant pour une transition juste. Une transition énergétique implique de dépasser le modèle du marché, en transformant profondément la société et le capitalisme.

Le deuxième élément central de ce projet de transition énergétique est le renforcement et le développement des sujets historiques qui peuvent le faire progresser. Considérant que la participation populaire et le pouvoir démocratique des peuples sont essentiels à la transformation énergétique, le mouvement a travaillé sur deux fronts à cet égard. Au niveau latino-américain, pour résister à l'avancée de l'extractivisme et à la construction de nouveaux barrages, il a créé le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAR, de son acronyme en espagnol), en collaboration avec d'autres mouvements. Au terme d'un long processus, il a acquis une

vue d'ensemble sur l'architecture du système énergétique en Amérique latine, ce qui lui permet de construire des actions plus coordonnées et plus efficaces contre les grands projets et les grandes entreprises.

Au Brésil, avec les travailleur-euse-s des secteurs du pétrole, de l'électricité, des villes, de l'éducation et de l'eau, il a également fondé la Plate-forme ouvrière et paysanne de l'énergie (*Plataforma Operaria e Camponesa da Energia – POCAE*) afin de pouvoir mener une lutte collective avec l'ensemble de la population avec, au cœur du processus, un projet énergétique populaire visant à tester les modèles de transition. Au cours des dix premières années de travail collectif, plusieurs luttes collectives ont ainsi pu être promues : pour la souveraineté énergétique, l'utilisation juste de la richesse générée dans le secteur énergétique ainsi que contre la privatisation, les augmentations et les prix élevés.

Considérant qu'il faut comprendre et influencer sur les facteurs structurels, politiques et économiques pour agir efficacement en faveur de la transition énergétique, le mouvement travaille aussi à changer directement les sources d'énergie, à travers, par exemple, une proposition de production décentralisée d'électricité par l'installation de panneaux solaires sous le lac par le biais d'une centrale hydroélectrique créée dans la région du Sertão Mineiro, le projet Vereda Sol e Lares. Dans ce projet, mille deux cent familles touchées par le barrage construisent leur propre production d'énergie solaire de manière coopérative pour s'approvisionner elles-mêmes en énergie, à laquelle elles n'ont pas accès aujourd'hui. Elles devraient également pouvoir augmenter leurs revenus en vendant l'énergie excédentaire au réseau intégré. De cette manière, aucun nouvel impact environnemental ne devrait être généré, tandis que l'énergie produite grâce au lac existant devrait permettre de fournir de l'énergie aux personnes qui en ont besoin. L'espoir est de pouvoir reproduire et stimuler la production d'énergie communautaire, en générant plus d'autonomie à la fois pour les familles et pour le mouvement, afin qu'il puisse continuer à subventionner les luttes pour la transformation systémique.



Quel avenir pour la transition juste ?

La pandémie de COVID-19 et la réponse initiale des gouvernements à cette catastrophe ont montré que les ressources collectives peuvent être mobilisées extrêmement rapidement lorsqu'il existe une volonté politique. Pourtant, l'utilisation de l'argent public et du pouvoir de l'État a été inégale, à court terme, souvent non démocratique, et parfois purement autoritaire ou nuisible aux travailleur·euse·s. Une transition juste ne peut en aucun cas être un processus descendant. Elle exige au contraire que différents mouvements, de différents types de travailleur·euse·s - des zones rurales et urbaines, du Nord et du Sud, de différentes communautés ethniques et marginalisées, effectuant un travail rémunéré ou non, des secteurs formel et informel - se rassemblent, construisent le type d'avenir qu'ils souhaitent et exigent que leurs gouvernements soutiennent leur vision.

Cela nécessitera un niveau sans précédent de coopération, de solidarité et de lutte commune par-delà de nombreuses barrières. Il s'agira d'un processus complexe, qui variera d'un endroit à l'autre et qui nécessitera un travail minutieux et nuancé, pour que la transition ne crée pas de nouvelles géographies et de nouvelles relations d'exploitation et de marginalisation. Toutefois, au sein des mouvements à travers le monde aujourd'hui, les exemples de ce type de résistance et de convergence abondent et sont source d'inspiration et d'espoir. De la victoire éclatante du mouvement des agriculteur·rice·s indien·ne·s en 2021 à la vague de solidarité et de courage qui a permis à d'innombrables personnes ordinaires de traverser le chaos et la peur provoqués par la pandémie de COVID-19, force est de constater que les personnes, les compétences et les capacités aptes à mettre en place le changement souhaité, existent déjà au sein des communautés et des mouvements de travailleur·euse·s dans le monde. L'avenir de la transition juste se construira ensemble.

Lectures complémentaires et inspiration sur la Transition Juste : (uniquement en anglais)

- Just Transition Alliance (1997) *Principles of Just Transition*
<https://jtalliance.org/what-is-just-transition/>
- Alternative Information & Development Centre (2016) *One Million Climate Jobs* <https://aidc.org.za/download/climate-change/OMCJ-booklet-AIDC-electronic-version.pdf>
- Indigenous Environmental Network (2017) *Indigenous Principles of Just Transition* <https://www.ienearth.org/justtransition/>
- Climate Justice Alliance (2017) *Principles of Just Transition*
<https://climatejusticealliance.org/just-transition>
- Movement Generation (2017) *Just Transition Zine*
<https://movementgeneration.org/justtransition/>
- Trade Unions for Energy Democracy (2019) *Working Paper #11, Trade Unions and Energy Democracy: the search for transformative politics*
<https://unionsforenergydemocracy.org/resources/tued-working-papers/tued-working-paper-11/>
- Labor Network for Sustainability, (n.d.) *A Just Transition*
<https://www.labor4sustainability.org/post/a-just-transition>
- Asia Europe People's Forum (2020) *AEPF Lahore Report: Towards a Just Transition* <https://aepf.info/AEPF-Lahore>
- Transnational Institute (2020) *Just Transition: How environmental justice organisations.*

Notes de fin

- 1 Bernstein, H., *Class dynamics of agrarian change*, Halifax, Nova Scotia: Fernwood, 2010.
- 2 Meaksins Wood, E., *The Origin of Capitalism: A Longer View*, 1999.
- 3 Andreas Malm dans *Fossil Capital* (2016) soutient que certaines parties de cette réorganisation et de cette mise à l'échelle de la production étaient déjà en cours avant les combustibles fossiles (en utilisant l'énergie hydraulique), mais que les combustibles fossiles ont massivement augmenté la capacité des propriétaires d'usines à dominer les travailleurs, en leur permettant de délocaliser la fabrication à volonté.
- 4 Harvey, D., « Accumulation by dispossession » in *The new imperialism*, Oxford University Press, 2003.
- 5 Fraser, N., « 7. Behind Marx's Hidden Abode: For an Expanded Conception of Capitalism » in *Critical Theory in Critical Times* (p. 141-159), Columbia University Press, 2017.
- 6 Carton, W., *Carbon Unicorns Carton, W., Carbon unicorns and fossil futures. Whose emission reduction pathways is the IPCC performing?*, Rutgers University Press, 2020.
- 7 See e.g. Malm, A., *Fossil Capital: The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, Verso, 2016; Moore, J., *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, Verso, 2015; Huber, M.T., *LifeBlood: Oil, Freedom, and the Forces of Capital*, University of Minnesota Press, 2013; Rodney, W., *How Europe Underdeveloped Africa*, Bogle-L'Ouverture Publications, 1972.
- 8 Huber, M. T., & McCarthy, J., « Beyond the subterranean energy regime? Fuel, land use and the production of space » in *Transactions of the Institute of British Geographers*, 42(4), 2017, p. 655-668.
- 9 Si l'on tient compte des émissions historiques, les États-Unis sont clairement en tête, responsables de quelque 20 % des émissions depuis 1750.
- 10 Carton, W., 2020. Op. Cit.
- 11 Rosemberg, A., « Building a Just Transition: The linkages between climate change and employment » in *International Journal of Labour Research*, 2010, Vol. 2. Edition 2. *Climate change and labour : the need for a Just Transition*, Bureau international du travail, Genève.





Grassroots Global Justice Alliance (GGJ) est une alliance multiraciale et multisectorielle de plus de 60 organisations de base qui créent un mouvement populaire pour le climat, la justice raciale et de genre, l'antimilitarisme et la transition juste vers une économie féministe, antiraciste et régénérative. Notre travail est internationaliste, intergénérationnel, mixte et enraciné dans le leadership des peuples autochtones, noirs, latins, asiatiques, insulaires du Pacifique, arabes et de la classe ouvrière blanche en Amérique du Nord.

www.ggjalliance.org



Le Transnational Institute (TNI) est un institut de recherche et de plaidoyer international engagé pour la construction d'une planète juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI est un espace de connexion entre mouvements sociaux, universitaires engagés et décideurs politiques.

www.TNI.org